

LA COUR PLÉNIÈRE

(L'Edit du 8 Mai 1788)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 11 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Constantin E. IOANID

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. PETOT, Professeur.

Suffragants : MM. OLIVIER-MARTIN, Professeur
GRANDCLAUDE, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—
1933

LA COUR PLÉNIÈRE

(L'Edit du 8 Mai 1788)

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 11 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Constantin E. IOANID

JURY DE LA THESE :

Président : M. PETOT, Professeur.

Suffragants : MM. OLIVIER-MARTIN, Professeur
GRANDCLAUDE, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—
1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses^e; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Les actes individuels et collectifs ont des répercussions qui se prolongent à l'infini, d'où l'impossibilité de discerner avec certitude, qu'elle est la part de tel ou tel acte, dans tel événement.

Néanmoins, quand il s'agit d'expliquer un événement tel que la Révolution Française, si difficile soit-il de démêler l'ensemble des causes qui ont déterminé la chute de l'ancien régime, une foule énorme de faits permet d'en dégager les traits essentiels.

Sans remonter trop haut dans l'Histoire, il faudra passer en revue rapidement, les faits historiques, à partir de la Réforme jusqu'à l'avènement de Louis XVI.

De cette manière, nous pourrons enchaîner à la suite de ces faits, les événements les plus importants qui aboutissent au changement radical du régime de la France.

Nous pourrons ainsi encadrer d'une façon logique notre sujet qu'il s'agit de développer et d'expliquer.

On verra que parmi la multitude de faits, souvent complexes, qui ont été la cause directe ou indirecte de ce grand changement, qui constitue comme une ère nouvelle dans l'Histoire de France, on peut

y inclure la lutte entre le parlement et la royauté, lutte qui caractérise cette époque et notamment, l'essai du Garde des Sceaux, Lamoignon, de rétablir la Cour Plénière, au lit de justice du 8 mai 1788.

En principe, il faudra toujours tenir compte, du fait qu'en dehors des causes apparentes, il y a l'égoïsme comme mobile de tous les actes humains, égoïsme qui varie d'après le tempérament et le degré de culture de chacun.

De là résultent des frictions, qui, à certains moments, deviennent de véritables guerres civiles.

Dans ces conflits, souvent sanglants, apparaissent, au-dessus des bassesses humaines, des personnalités admirables, animées d'un désir infini du bien public, d'un esprit de sacrifice total, à une cause qu'ils croient juste et utile.

Sans vouloir insister sur des considérations qui relèvent plutôt de la psychologie, nous nous bornerons à présenter les faits avec l'impartialité nécessaire à tout ouvrage, ayant tant soit peu, des rapports avec des événements qui appartiennent à l'Histoire.

INTRODUCTION

Avant d'arriver aux conflits qui mirent aux prises la Royauté et les Parlements, conflits acharnés et qui allaient précipiter la chute de la Monarchie, revoyons rapidement, les événements historiques qui constituent l'origine lointaine des luttes intestines qui déchirèrent la France.

La Renaissance qui apportait un espoir, un souffle nouveau sur le monde, va engendrer à côté de cet essor merveilleux des arts, des lettres, des sciences, un esprit critique d'où sortira la Réforme avec Luther et Calvin.

Nous avons là un germe qui devait produire les guerres religieuses et alimenter des haines qui allaient se prolonger au delà même de la Révolution.

L'unité morale du pays était ainsi ébranlée.

Le règne des trois descendants de Henri II, fût entièrement occupé par ces luttes douloureuses entre les catholiques et les protestants.

Sous Charles IX eut lieu le massacre des protestants dans la nuit de la Saint-Barthélémy, le 24 août 1572.

Suivirent l'assassinat du Duc de Guise en 1588, et celui de Henri III.

Henri IV pour apaiser les esprits et ôter tout pré-

texte aux révoltés, eut la sagesse d'abjurer. Pour donner un gage de son esprit de conciliation, il rendit l'Edit de Nantes. Il allait travailler à un projet de paix universelle. Mais les guerres civiles laissent toujours un ferment de discorde, un feu qui couve et qui est prêt à éclater par le choc des passions. Henri IV au moment d'exécuter son projet mourut assassiné.

Marie de Médicis, devenue régente, écarta Sully, écouta ses favoris et convoqua en 1614 les Etats Généraux, convocation qui fut la dernière en date jusqu'à la Révolution et qui ne donna aucun résultat, chaque ordre cherchant à défendre ses intérêts particuliers. A la majorité de Louis XIII, nous trouvons Richelieu, qui, véritable chef et doué d'une volonté inflexible, fut un ferme appui du trône. Il avait un programme politique longuement mûri : il voulait détruire tous les partis, celui des grands et celui des protestants, afin d'affermir la royauté. Il comprima les efforts des protestants. Quant aux grands seigneurs, qui n'hésitaient pas à faire alliance avec l'étranger, pour servir leur rancune, Richelieu fût impitoyable.

Malgré tout, une agitation sourde, un foyer de rébellion subsistait dans le pays.

C'est Richelieu qui créa les Intendants, donnant au pays cette organisation administrative, qui constitua un des piliers les plus solides du pouvoir royal et qui permit à l'édifice de la monarchie de subsister

jusqu'en 1789, malgré les attaques qu'elle devait subir constamment.

A la mort de Louis XIII, Anne d'Autriche se laissa gouverner par Mazarin qui, vénal et autoritaire, entra en conflit avec les grands. Ce fût la Fronde, soutenue par le Parlement, qui déchira Paris et la France pendant cinq ans et obligea la régente et le jeune roi à quitter la capitale.

Cette sédition fut le germe qui devait produire ce conflit permanent entre la royauté et les parlements, conflit tantôt latent, tantôt aigu et qui affaiblissant l'un et l'autre, allait les précipiter vers leur perte irrémédiable.

Après la Fronde et la Guerre d'Espagne, la France souhaitait un gouvernement fort. Louis XIV fût ce gouvernement là. Il sût choisir ses collaborateurs dont les principaux furent Colbert, Louvois, Vauban.

Le Parlement, comprimé sous Richelieu, enhardi par les excès de la Fronde, voulût jouer un rôle important et accroître son autorité en affaiblissant celle du roi. Sous le prétexte spécieux du bien public, le Parlement refusa d'enregistrer quelques édits. Le roi les fit enregistrer en sa présence et fit connaître par cet acte une fermeté, qui ne se démentit jamais. Les dernières années du long règne de Louis XIV ne firent qu'augmenter le désordre financier, et les guerres religieuses, après l'Edit de 1685, reprirent de plus belle.

Louis XV n'ayant que cinq ans à la mort de Louis XIV, survenue en 1715, c'est son oncle le duc d'Orléans, qui assura la régence.

L'agitation réfrénée sous Louis XIV commence à se donner libre cours. Le Parlement de Paris cassa le testament de Louis XIV. Comme riposte nous avons la Polysynodie, qui eut des résultats désastreux. Suit la déplorable expérience Law qui amena la banqueroute.

Louis XV déclaré majeur à 13 ans, quoique fort intelligent, n'avait pas l'autorité de son arrière grand-père. La France fût engagée dans la guerre de succession de Pologne et dans la guerre de sept ans, qui lui valut la perte de ses colonies.

Les luttes religieuses recommencèrent à agiter le pays. Le mouvement des idées prenait de l'ampleur. Des écrivains comme Voltaire, Diderot, Montesquieu, Rousseau, attaquèrent les principes constitutifs de la monarchie, ainsi que l'amour du peuple pour le souverain et l'autorité des pères de famille, ce noyau de la société. L'esprit d'irreligion se répandit parmi le peuple.

C'est à ce moment que le parlement, soutenu par Choiseul, voulut augmenter ses privilèges. Louis XV eut un sursaut d'énergie, exila Choiseul et remplaça le parlement par un autre, connu sous le nom de Maupeou.

On cria à la tyrannie, on refusa de rendre la justice, on fit tout pour ébranler le trône dont Louis

XV soutint les droits avec dignité. Un système de diffamation fût dirigé contre le Souverain, une foule d'écrits clandestins circulèrent. On réclamait les Etats Généraux, mais vu cet esprit de liberté, d'indépendance, qu'avait répandu les écrits des philosophes, le roi refusa d'exposer les droits de sa couronne.

On avait érigé en principe la désobéissance au souverain, l'irreligion, l'affranchissement des devoirs envers l'autorité paternelle. On ne voulait pas chercher dans le prestige de l'ancienneté, de la coutume, l'illusion d'un fondement. C'est devant cet état de choses que se trouva Louis XVI.

Pour briser l'élan des novateurs il fallait des forces plus qu'humaines et Louis XVI n'avait que ses vertus à leur opposer.

CHAPITRE PREMIER

LE CHANGEMENT FRÉQUENT DES MINISTRES

C'est le 10 mai 1774 que Louis, dauphin, parvint au trône, il était à peine âgé de 21 ans. Vertueux, très bien intentionné, mais d'un caractère indécis et peu confiant, il trouva un grand déficit causé par les guerres de Louis XIV, augmenté encore sous Louis XV. Louis XVI espérait par une sévère économie diminuer les charges de l'Etat ; il réussit par la suite, à force de sacrifices, à acquitter déjà plus de cent millions.

Les ministres qui gouvernaient à son avènement, parmi lesquels le chancelier Maupeou, étaient loin de jouir de la faveur publique, surtout depuis la disgrâce du duc de Choiseul.

Louis XVI ne pouvant se passer d'un guide (1), il hésita entre Machault, ancien Garde des Sceaux et Maurepas, qui avait eu pendant trente six années, une grande part au gouvernement. Ils étaient tous deux exilés dans leurs terres, depuis vingt années ; le roi fixa son choix sur Machault, lorsqu'une de ses tantes lui suggéra Maurepas.

(1) Annales françaises par Guy-Marie Sallier, Paris 1813.

L'irrésolution du roi, que l'on remarqua tout le long de son règne, le fit hésiter longuement, pour finalement céder au désir de sa tante et appela Maurepas qui avait alors 75 ans. Dès son arrivée au ministère, Maurepas décida le roi de disgracier Maupéou et de rétablir le parlement qui depuis quatre années avait été supprimé, ainsi que toutes les cours souveraines, à la suite de fréquentes querelles qui eurent lieu entre la cour et le parlement sous Louis XV.

Il y avait là une première erreur dont on allait bientôt sentir les conséquences. Vainqueurs de Maupéou, grâce à l'inexpérience et à la faiblesse de Louis XVI, les parlements ressuscités ne songèrent pas un instant à tenir compte de ce qu'il y avait incontestablement de juste et de bienfaisant dans l'œuvre du chancelier.

Il ne fut plus question ni de diminution de l'étendue démesurée des ressorts, ni de suppression des épices, ni de simplification de la jurisprudence, ni d'abandon du système de la vénalité. Leur unique préoccupation fût de reconstituer l'intégrité de leur puissance. Comme par le passé ils commencèrent à entraver la marche du gouvernement, alors très supérieur aux cours, en lumière et en zèle pour le bien public (2).

(2) Marcel Marion, *le Garde des Sceaux, Lamoignon et la Réforme judiciaire de 1788*, Paris 1905.

Défendre avec acharnement leurs privilèges contre les plus justes et les plus sautaires réformes, c'était leur souci primordial.

Les ministres de Louis XV ayant été renvoyés, Miromesnil, premier président, disgrâcié, du parlement de Rouen, fût nommé Garde des Sceaux, Turgot fut nommé aux finances.

Dès la première année de son règne Louis XVI, fait une tentative de rétablir le Grand'Conseil. Cet essai se trouve consigné dans le procès-verbal de la séance tenue au Grand'Conseil, par Monsieur, frère du roi, le samedi 12 novembre 1774.

Ce rétablissement du Grand'Conseil s'est heurté, comme toujours tous les actes de Louis XVI, ayant en vue de renforcer l'autorité royale, à la volonté des parlements qui désiraient garder à tout prix, le terrain gagné et empêcher tout retour à l'autorité absolue.

L'Edit de 1774 supprimait quelques charges, augmentait la compétence des Présidiaux, ne laissait qu'au Premier Président ou à la Grand'Chambre le droit de convoquer les Assemblées des Chambres, interdisait les démissions combinées, sous peine de forfaiture, jugée par le Roi en son Grand'Conseil, interdisait d'empêcher l'exécution des Edits, Ordonnances et Déclarations enregistrées en lit de justice.

En 1777 on revient sur ces mesures pour donner satisfaction aux Parlements. Ainsi la compétence

des Présidiaux, augmentée en 1774, fût diminuée ; quant au Grand'Conseil, seul juge des conflits entre Présidiaux et Parlements, il cessa de l'être en 1777.

Les Parlements maintiennent donc la multiplication immense des procédures. La réforme de la législation criminelle ne se fit pas non plus, pourtant elle s'imposait plus que tout autre, vu les cas de dénis de justice.

On s'insurgeait au nom de l'équité et on oubliait de faire cette réforme que le plus élémentaire des sentiments de l'équité demandait.

Quant au ministère, après la nomination de Mironesnil et de Turgot, Lamoignon de Malesherbes accepta à regret de devenir ministre de la Maison du Roi, cédant aux instances de Turgot dont il était l'ami. Comme ministre de la guerre on nomma le Comte de Saint-Germain, qui se fit plus d'ennemis que de partisans par ses réformes et sa sévérité (1).

Le Roi donnant l'exemple des sacrifices, renonça à tous les corps de sa Maison Militaire. Le public était disposé à aimer ce Prince dont les vertus et les mœurs pures contrastaient avec la vie de son prédécesseur.

Le gouvernement, composé d'hommes probes, était vu avec faveur. Malesherbes et surtout Turgot étaient vantés par les économistes et par ceux qu'on

(1) Guy-Marie Sallier, *Annales Françaises*.

nommait les philosophes, deux classes qui jouissaient d'une grande vogue.

Les philosophes, au nom de la raison et de la philosophie, regardaient la religion comme un préjugé suranné et la monarchie comme un esclavage, tendant ainsi à renverser les idées sur lesquelles avait reposé l'ordre social.

Les économistes préchaient la plus grande liberté et indépendance dans le commerce, dont Turgot fit la base de la législation.

A ce moment un homme, Necker, qui allait jouer un grand rôle par la suite, dans les finances du pays combattit dans un ouvrage les idées de Turgot, qui après les émeutes qui éclatèrent dans la capitale et quelques provinces, à la suite de la rareté et la cherté des grains, perdit beaucoup de son prestige et Maurepas le fit disgrâcier. Malesherbes qui peu de temps avant, avait quitté de son propre gré le ministère, fut remplacé par Amelot, conseiller d'Etat et qui remplit sa tâche sans encourir trop de reproches.

Quant à la place de Turgot on fit alors nommer Clugny, qui mourait six mois après. C'est alors que les amis de Necker le mirent en avant. Necker, qui était un homme très ambitieux et très riche, jouissait d'une bonne réputation. Fils d'un orfèvre de Genève, ayant des débuts modestes, il fit une ascension rapide et arriva à force de travail et persévérance à une fortune telle, qu'elle pût justifier et

affermir l'espoir de parvenir aux plus hautes charges de l'Etat. Quoique étranger et d'une religion pros-
crite pour accéder au ministère, soutenu par ses par-
tisans il fût nommé directeur général du Trésor
Royal.

C'est à cette époque que la France aidait l'Amé-
rique dans sa lutte d'indépendance contre l'Angle-
terre. Cette guerre qui coûta à la France 700 mil-
lions, apporta en plus un esprit de révolte et le désir
de voir s'instaurer en France des institutions pareil-
les à celles d'Amérique.

Necker avait fait face à toutes ces dépenses à
l'aide des emprunts. Poussé par son ambition, il
voulut s'emparer de toute la partie financière des au-
tres départements, d'où conflits avec Sartines, mi-
nistre de la marine, qui fut disgracié et remplacé
par le marquis de Castries, un ami à Necker. On
réussit aussi à se débarrasser de Saint-Germain et à
sa place, fut nommé le prince de Montbarrey.

C'est au milieu de ces intrigues que Necker, es-
pérant affermir et augmenter son crédit, publia le
compte rendu au Roi, où, à côté du plan de son ad-
ministration, il y avait un tableau de recettes et dé-
penses ; c'était là solliciter la critique du public et
mettre le Roi dans une posture délicate.

En même temps Necker parlait dans son compte
rendu, d'un Mémoire présenté au Roi, dans lequel
il proposait l'établissement des Assemblées provin-

ciales, ainsi que des innovations dans la constitution de l'Etat.

Maurepas imbu des principes de la monarchie sentit le danger que présentait un homme ambitieux, qui peu de temps après avait demandé d'être ministre d'Etat, et le força à démissionner.

Bientôt après, Maurepas mourut, en 1781. Malgré les critiques acerbes qu'on lui fit, Maurepas, sans moyens violents, sut maintenir intacts l'autorité du roi et son propre prestige et il servit bien mieux l'Etat que ne le firent les ministres qui lui succédèrent.

•Après la mort de Maurepas, le Roi irrésolu et timide resta sans guide. Il se tourna quelques fois vers le Comte de Vergennes qui fit la paix avec l'Angleterre, détentrice du port de Dunkerque, en exécution du traité d'Utrecht, confirmé par celui d'Aix-la-Chapelle. Cette surveillance fût abolie en échange d'un traité de commerce avantageux pour l'Angleterre.

Necker, qui, pendant son court séjour, avait emprunté 400 millions, fut remplacé par Joly de Fleury qui administra péniblement les finances, car il ne pouvait parler ni d'impôts, ni de réformes. Aussi, il fût remplacé à son tour par d'Ormesson, maître des requêtes et intendant des finances ; mais quoique d'une grande probité et travailleur, il était trop jeune et étranger aux intrigues d'une cour astucieuse, qui ne l'avait choisi que pour le renvoyer

sans résistance, ce qui ne tarda guère, c'est-à-dire au bout de six mois depuis sa nomination.

Dans cet intervalle on avait travaillé à disposer le roi en faveur de Calonne, maître des requêtes et intendant de Metz, homme d'esprit, plein de vivacité, ayant de grandes ressources dans l'imagination, mais de caractère léger et, de plus, mal vu des parlements, contre lesquels il avait pris parti dans plusieurs occasions.

Calonne, nommé contrôleur général, eut un début heureux ; les capitalistes apportèrent leurs fonds, le gouvernement paya partout. Le service des rentes, arriéré de deux semestres, fût remis au courant : malheureusement cette prospérité était factice. Ayant le talent de se rendre agréable et nécessaire au Roi, il est parvenu à une haute faveur, c'est ainsi qu'il put écarter Amelot à la guerre, pour le remplacer par le Baron de Breteuil.

Pendant ce temps un autre parti se forme autour du duc d'Orléans, le premier prince du sang, arrière petit fils du régent qui espérait diriger la politique du gouvernement. Il était grand maître de la Franc-Maçonnerie, dont l'association prit dans ces temps un prodigieux accroissement (1).

Quant à la situation financière elle empirait. Calonne payait des emprunts par de nouveaux emprunts, et chaque édit garantissait la libération de

(1) Annales Françaises par G. M. Sallier.

l'Etat pour l'année suivante. Aux emprunts de Necker, Calonne en avait ajouté deux, l'un de 50 millions, l'autre de 60 millions, lorsqu'à la fin de 1785 il en proposa un troisième de 80 millions.

Le parlement s'émut et fit des remontrances. L'Edit fut enregistré sur des lettres de jussion et du très exprès commandement du Roi. C'était la première fois qu'un emprunt s'ouvrait avec un tel désavantage. Il fut cependant rempli, vu les bénéfices usuraires qu'il accordait aux capitalistes.

Comme il manquait encore 60 millions pour solder l'exercice de 1786 et comme on n'osait plus présenter d'emprunts au parlement, sur la suggestion des partisans de d'Orléans, on parla de l'Assemblée des Notables. Calonne saisit cette occasion espérant trouver dans l'approbation des Notables, un moyen d'abaisser le parlement et un soutien de l'autorité royale qui à ce moment, dans toute sa vigueur ne semblait pas périlée.

« Les parlements enclins à la contradiction, réduits à une opposition raisonnée et passive, que l'autorité savait toujours vaincre, le peuple façonné à l'obéissance, l'amour et l'attachement des sujets à leur roi, voilà l'esprit et l'opinion publique. » L'autorité royale affermie par Richelieu, consolidée par l'énergie de Louis XIV et de ses ministres, était restée intacte sous Louis XV et Louis XVI, mais, sous ce dernier, l'obéissance était due plutôt à l'habitude qu'à un sentiment de conviction et de respect.

Une certaine liberté d'opinion, due aux discussions sur la politique et la religion, certains faits livrés à l'examen, à la controverse, voire même à la dérision, avaient un peu affaibli cet amour pour la royauté.

On prêchait publiquement, d'un bout de l'Europe à l'autre, une réforme philosophique et politique comme Luther deux siècles avant avait prêché une réforme religieuse. Cet esprit d'indépendance et d'irreligion, de mépris pour les institutions et croyances anciennes, se développait sous l'impulsion des hommes comme Voltaire, Diderot, Rousseau, d'Alembert etc... qu'on nommait des philosophes. Ces hommes trouvaient des protecteurs même chez les ministres de Louis XVI et chez des souverains étrangers.

On employait un ton déclamatoire en parlant de liberté, humanité, bienfaisance, comme si ces sentiments-là n'avaient jamais existé. Une Société d'Amis des Hommes s'était formée, ainsi que des clubs qui allaient jouer un grand rôle par la suite. Des écrits, des libelles tendaient également, sous les apparences séduisantes de la raison, à gagner les gens à ces idées, à savoir que la religion était une honteuse superstition et le gouvernement monarchique une servitude humiliante.

Les Constitutions d'Amérique et d'Angleterre étaient vantées. Ces idées, se propageant, gagnaient du terrain à la Cour, un peu partout. C'est ainsi

qu'on était disposé à quitter le calme dans lequel on était habitué à vivre, pour chercher on ne sait quelle chimère séduisante, sous les mots de liberté, démocratie, etc...

C'est dans une telle atmosphère, avec des finances dérangées, sous un roi sans énergie, qu'on se préparait à convoquer l'Assemblée des Notables. C'est à la fin de 1786 que la convocation fut annoncée. L'Assemblée était composée par les premiers présidents et procureurs généraux de tous les parlements, les élus ou députés des états de Bretagne, de Languedoc, de Bourgogne et d'Artois, les maires des principales villes, des notables à peu près en même nombre, choisis parmi les évêques, ducs, pairs, les maréchaux de France, les principaux de la noblesse les conseillers d'Etat et les maîtres des requêtes.

Mais, contre toute attente, Calonne allait se trouver devant des censeurs rigoureux, aussi différera-t-il leur réunion. Elle eut lieu le 22 Février 1787. Devant elle, Calonne, suivant l'usage, déplora l'état de détresse des finances à son arrivée. La guerre et les emprunts nécessaires avaient considérablement accru le déficit. Il fallait donc prendre un parti décisif en écartant les emprunts et l'augmentation des impôts. Il fallait des réformes.

La proscription des abus, une répartition plus juste de l'impôt, l'établissement des assemblées provinciales partout où il n'y en avait pas, conversion

de l'impôt de vingtièmes en subvention territoriale proportionnée aux produits, le clergé assujéti aux impôts en remplacement des dons gratuits, aliénation des domaines de la couronne, sauf les forêts, liberté du commerce des grains, tel fut le plan que présenta Calonne devant l'Assemblée des Notables.

Une pareille réforme bonne dans quelques-unes de ses parties, souleva des protestations violentes. Un parti formidable où s'agitaient Necker, qui espérait revenir au pouvoir, et Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, ambitieux et intrigant, se réunit contre Calonne et sa gestion fut attaquée avec véhémence. On est allé jusqu'à mettre en doute la réalité du déficit.

Le ridicule et la plaisanterie, les pamphlets, les chansons, les épigrammes, entretenaient cette agitation ; on réclama les états du trésor royal, qui furent communiqués. Mais les intrigues se donnaient libre cours, on dénonçait Calonne comme un ennemi public, le rendant responsable de la situation financière.

L'agitation se répandait même au dehors. A force d'intrigues, on persuada Calonne à se débarrasser du Garde des Sceaux Miromesnil. Le roi céda à regret, car Miromesnil, pendant les 14 années qu'il fut le chef de la justice, avait montré un esprit de sagesse et de modération, qui lui font honneur. Il sortit du ministère aussi peu riche qu'il y était entré.

Ce fut le 8 Avril 1787 au plus fort de la lutte

engagée entre Calonne et l'Assemblée des Notables, que Louis XVI se décida à remplacer Miromesnil par Lamoignon, celui qui devait mater les parlements et seconder Calonne. On voit comment la cour de Louis XVI, par son manque de résolution, fut constamment occupée à lui faire renvoyer et créer des ministres.

Lamoignon (1), président à mortier à 23 ans, se signala dès 1758 par son zèle à la cause du parlement et son attitude hostile envers la cour sous Louis XV. Après le coup d'Etat de Maupeou et son exil à Thizy dans les Cévennes, il était fort abattu et fort peu incliné à reprendre la lutte ; seulement l'opposition veillait et son parent le général Augéard y fut pour beaucoup pour le décider et le pousser. La mort de Louis XV, la disgrâce de Maupeou, la reconstitution de l'ancienne magistrature, furent d'un grand secours pour Lamoignon.

Peu après, le Roi, mal conseillé, disgrâcia Calonne, qui quoique coupable évidemment en le disgrâciant on accréditait les bruits de ses dilapidations et on excitait ainsi les Notables à exiger des garanties plutôt qu'à consentir des sacrifices. Calonne avait jeté le royaume dans une crise terrible, mais peut-être était-il plus capable qu'un autre de

(1) Marcel Marion. M. le Garde des Sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788.

l'en tirer, car ses ressources d'esprit étaient incontestables.

Une fois Lamoignon au pouvoir, l'archevêque de Toulouse et les amis de Necker, après avoir fait voir au Roi qu'il était dangereux de garder Calonne, que la France entière accusait de ses malheurs, et après la disgrâce de Calonne, ils démontrèrent qu'il fallait un successeur. Necker et Loménie étaient seuls sur les rangs, mais le roi craignant l'un et n'estimant pas l'autre, on essaya d'appliquer le même système par lequel on avait imposé au roi Calonne. Ils dirigèrent d'abord le choix du roi sur Bouvard de Fourqueux, conseiller d'Etat, âgé de 70 ans, que l'on pouvait forcer à se retirer sans résistance. Il se débattit vainement dans une situation difficile et c'est alors qu'on persuada le roi de fixer son choix dans la personne de l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, qui fut déclaré ministre d'Etat et chef du Conseil des finances.

C'est Lamoignon lui-même qui travailla à l'élévation de Brienne. Le Roi céda surtout, poussé par le besoin de prendre un parti et se trouvant sans personne auprès de qui chercher conseil. Pour sortir de l'embarras, Loménie fit un emprunt de 60 millions de rentes viagères, dont l'édit fut enregistré au parlement sans difficulté. Loménie démontra que le déficit étant de 150 millions et l'emprunt étant de 60 millions et les économies poussées jus-

qu'à maximum 40 millions, il fallait encore 50 millions à obtenir par la voie de l'impôt.

L'Assemblée des Notables, devant cette nouvelle demande d'impôt se cabra, en dénonçant un grand nombre d'abus qui constituaient la cause du désordre financier. On continua à accuser Calonne ; mais lors de l'entrée de Calonne au ministère, il y avait une dette de 600 millions et il ne laissait plus que 150 millions.

L'Assemblée demanda en outre, à donner un Conseil au contrôleur des finances, en dehors du Conseil des finances composé de ministres et de membres du Conseil d'Etat, qui était jugé insuffisant, un conseil formé par des surveillants choisis dans les différents ordres de citoyens. On réclama aussi la publicité annuelle des états du trésor royal.

Ainsi, l'Assemblée de Notables, convoquée seulement pour donner des avis sur quelques parties des finances, prit l'initiative sur tout l'ensemble de l'administration et de la législation, La Fayette réclama l'état civil en faveur des protestants et la réformation des lois criminelles. Le 9 Mai 1787, Brienne proposa aux Notables un impôt territorial, une large extension de l'impôt du timbre, une taxe sur les loyers. Il recueillit des protestations et l'Assemblée fut dissoute sans aucun résultat, le 25 Mai 1787.

Un édit portant établissement d'assemblées provinciales et une déclaration sur la liberté du commerce des grains, furent enregistrés au parlement

sans opposition. Mais l'orage éclata lorsqu'on présenta l'édit du timbre. Le parlement prétendait avoir un grand fond de royalisme, mais ayant en même temps le sentiment d'être le seul gardien de la liberté publique, il était toujours prêt à censurer le ministère dont il se défiait. Il n'était pas à l'abri de certaines influences qui agissaient au nom de l'amour du bien public.

Il y avait 150 membres du parlement dans la Grand'chambre et les enquêtes, et entre ces deux corps distincts, il n'y avait pas la cohésion nécessaire. D'un autre côté, par orgueil ou insouciance, on n'avait pas toujours su conserver l'harmonie entre la cour et le parlement.

CHAPITRE II

LES CIRCONSTANCES QUI DONNÈRENT NAISSANCE A LA COUR PLÉNIÈRE

Lamoignon était accusé d'être vain et superficiel, irréfléchi et emporté, et d'avoir accepté la charge de la garde des Sceaux parce que ruiné. En conséquence, on le soupçonnait d'être l'instrument de ceux qui l'avaient soutenu, c'est-à-dire le parti de d'Orléans.

Mal conseillé, au lieu de continuer l'usage de confier les projets, avant de présenter les lois à l'enregistrement, au Premier Président, qui consultait les présidents et membres qu'il jugeait lui-même, Lamoignon passa outre. Le parlement pressé de toutes parts par un esprit public inquiet et agité, avait à se prononcer sur des impôts que l'Assemblée des Notables avait rejetés. Le Parlement fit donc la même opposition que l'assemblée.

Les esprits s'échauffaient et c'est alors qu'on demanda les Etats généraux avec insistance. Ce cri fit fortune et fut le signal de la révolution, car on donnait autre chose à la France que les Etats Généraux.

Un déficit de 150 millions était annoncé et au-

cun plan satisfaisant présenté ; ceux qui devaient subir les impôts se liguèrent pour les empêcher, les favoris regardaient leur place comme un patrimoine susceptible d'être transmis à leurs descendants.

L'indulgence du Roi, sa bonté, sa résignation personnelle, non soutenues d'aucune énergie, donnaient prise à toutes les intrigues. Le gouvernement avait commis la faute de déterminer la durée des impôts. Le parti de d'Orléans approuvait le parlement dans sa demande des Etats Généraux, en faisant entendre que c'était le seul moyen de mettre fin aux abus fiscaux.

Pendant ce temps, le gouvernement publiait, sans les avoir soumis à l'enregistrement, les règlements des assemblées provinciales. Un lit de justice fut tenu à Versailles pour l'enregistrement de l'édit du timbre et celui de la subvention territoriale. Le parlement déclara par un arrêt, nulles et illégales les transcriptions ordonnées êtres faites sur les registres. Le parlement fit un autre arrêt ordonnant une information sur les dilapidations, abus d'autorité et autres de tous genres, commis par Calonne.

Chaque délibération ajoutait un degré de plus à la chaleur des opinions et à la gravité des expressions. Les salles du Palais étaient remplies de citoyens de toutes classes, qui attendaient le résultat des délibérations, qui ainsi n'étaient plus secrètes. On mêlait ainsi, à des débats graves et où il fallait mettre du discernement et un esprit calme, le pu-

blic facile à égarer. Des séances du parlement, l'agitation gagnait les sociétés, la rue, mêlant ainsi des vues enflammées, diverses et contradictoires, propres à égarer les esprits et à empirer la situation.

Le parlement se laissa entraîner et se fit une gloire de l'approbation de la foule. Dans la nuit du 14 au 15 Août, des lettres de cachets signées depuis huit jours, furent portées aux magistrats par des officiers du régiment des gardes, leur enjoignant de sortir de Paris et de se rendre à Troyes.

Les édits furent portés aux autres cours (chambre des comptes, cours des aides). Mais le même esprit régnait dans ces cours qu'au parlement et qu'au dehors. La cour du Palais était constamment remplie d'une multitude oisive qui dissertait sur les affaires publiques.

Comme la cour des aides et la chambre des comptes prirent un arrêté, déclarant nul et illégal l'enregistrement qui venait d'être fait, le gouvernement voulut exiler la chambre des comptes à Amiens et la cour des aides à Beauvais ; mais il se contenta de casser les arrêtés par un arrêt du Conseil. A Troyes, l'assemblée des chambres du parlement eut lieu le 27 Août 1787 et elle réclama les Etats généraux.

Mais comme le parlement s'ennuyait à Troyes et comme Loménie venait d'être nommé principal ministre et qu'il avait besoin de rétablir le calme, il fit connaître au parlement qu'on retirerait les édits.

Ce fut là un accord compromettant pour les deux parties : l'un renonçait à des impôts formellement déclarés indispensables, l'autre oubliait ce qu'il venait de dire du droit exclusif des Etats Généraux de voter l'impôt, pour de sa propre autorité en sanctionner un qui pouvait être singulièrement plus considérable que le timbre et la subvention territoriale réunis. (1)

Le parlement était disposé à la modération qui devait rétablir l'harmonie et après quelques vicissitudes il fut rappelé et le calme parut ainsi s'établir. Le parlement avait fait sa soumission en quelque sorte. Le parti de d'Orléans qui cherchait un nouvel acte d'hostilité et ne pouvait l'obtenir du parlement se tourna du côté de Lamoignon. On espérait ainsi que l'opinion publique qui avait soutenu le parlement lorsqu'il avait refusé des impôts, l'abandonnerait s'il ne s'agissait que d'une simple querelle de corps.

Le parlement depuis son retour de Troyes avait des dispositions pacifiques, aussi son président d'Espreménil alla chercher Lamoignon, l'assura du concours du parlement, pour un emprunt pour deux ou trois ans à venir et proposa de retarder l'assemblée des Etats Généraux pour deux ou trois ans aussi.

Après cette visite à Lamoignon, de concert avec Loménie, publie la visite de d'Espreménil, sachant

(1) M. Marion Le Garde des Sceaux Lamoignon.

combien le parlement serait ombrageux sur la communication de ses membres avec les ministres, insinuant en plus que d'Esprémenil était pressenti pour une charge d'intendant.

Sur ce on convoqua le parlement le 24 Novembre 1787. Le Roi, contre toute attente, rappela durement les derniers événements. Le Garde des Sceaux employa à son tour des paroles menaçantes. Après ce début provoquant, on présenta deux actes, l'un créait de nouveaux emprunts, graduels et successifs, pendant cinq années, montant ensemble à 420 millions et l'autre avait rapport à l'état civil des non catholiques. Le préambule annonçait une convocation des Etats Généraux avant l'expiration de ces cinq années. A ce moment il y avait une dette de 700 millions et un déficit annuel de 140 millions. Dans les discours qui y firent prononcés, on essaya de dissuader le roi de faire appel à de nouveaux emprunts et on insista sur la nécessité de convoquer les Etats Généraux. Malgré tout l'enregistrement fut prononcé comme dans un lit de justice. Après le départ de la cour, le parlement indigné adressa au roi une protestation. Comme comble on arrêta deux conseillers, Tréteau et l'abbé Sabathier et le duc d'Orléans fut exilé, tout cela pour avoir combattu l'édit. Le vrai motif de leur exil était le fait que les deux conseillers avaient fait partie la veille d'une réunion secrète, qui eut lieu chez le duc d'Orléans, pour y concerter leur protestation.

L'opinion publique s'y mêla, faisant cause commune avec les exilés, en la liant à la cause de la liberté. Le spectacle de cette lutte étalé au grand jour ne faisait qu'abaisser un peu plus le prestige, tant de l'autorité royale, que du parlement. Le parlement protesta à son tour exigeant leur liberté ou leur jugement. Il fut décidé un moment qu'une grande partie des membres du parlement serait exilée, mais on renonça à ce projet. Des accusations indiscretes de part et d'autre, entre le parlement et les ministres, de despotisme, reproche d'aristocratie, se firent jour et cela était d'autant plus pénible que les parlements de provinces et l'opinion publique suivaient le parlement de Paris.

Les parlements qui n'avaient pas de querelles particulières avec le gouvernement, intervenaient dans celles des autres. De toutes parts des remontrances étaient adressées au roi. L'hiver se passa dans ces débats qui présageaient une crise inévitable et prochaine.

C'est à ce moment que le Garde des Sceaux et le principal ministre s'occupèrent d'un plan destiné à anéantir l'autorité des parlements. Ils projetèrent d'établir un corps unique, qui eût remplacé toutes les cours souveraines, pour l'enregistrement des lois et qui eût été en même temps dans une dépendance plus grande du roi. Le secret de ce qui se tramait était mal gardé, aussi le parlement qui était au courant combattait ce projet descretement, dans ses re-

montrances, en opposant les lois du pays aux innovations dont l'utilité était douteuse, en invoquant la constitution du royaume.

Les ministres craignaient beaucoup ces remontrances. Ils envoyèrent des commandants militaires et des conseillers d'Etat, comme commissaires du roi, dans toutes les villes où siégeaient les cours souveraines, qui devaient s'ouvrir le même jour partout. On avait l'intention, aussitôt après l'enregistrement des édits, de fermer toutes les cours souveraines et d'empêcher ainsi les conseillers des parlements de se réunir.

Le parlement de Paris dans une séance du 3 Mai 1788 rappela par un arrêté les points fondamentaux de la constitution de la monarchie, l'existence du parlement, l'inamovibilité de ses membres, enfin tous prirent l'engagement de ne prendre place dans aucune compagnie qui ne serait pas le parlement même, composée des mêmes personnages et revêtus des mêmes droits.

Les ministres irrités décidèrent d'enfermer d'Espréménil ainsi qu'un autre conseiller du parlement. Ces ordres devaient s'exécuter dans la nuit du 4 au 5 Mai, mais les deux conseillers prévenus vinrent se réfugier au Palais. Les chambres du parlement demandèrent l'assemblée générale et la convocation des pairs.

Les remontrances et les arrêtés du parlement devenaient publics, l'agitation gagnant ainsi la foule

qui alla même jusque dans la salle de la Grand'Chambre. On envoya une députation au Roi qui ne fût pas reçue.

Bientôt les Gardes Françaises entraient dans les cours, montaient dans les salles et l'on postait partout des sentinelles. Le parlement était réuni dans la salle de la Grand'Chambre, qui se trouvait remplie d'une multitude étrangère au parlement et qui s'était glissée là pendant l'interruption des délibérations. Les magistrats ont eut peine à faire rentrer ces gens dans la Chambre de la Tournelle, ne voulant pas que leur présence dans un pareil moment à la séance du parlement, leur soit reprochée comme un oubli de leurs devoirs et le désir de se faire un parti.

Le marquis d'Agoult, aide-major des Gardes Françaises, venait de la part du roi, à la tête de six compagnies, pour arrêter le président d'Espréménil et Goislart de Montsabert et somma le parlement de leur livrer les deux magistrats, qui refusa de les désigner. Le marquis d'Agoult se retira pour aller rendre compte à son colonel et attendre les ordres du roi ; la nuit se passa comme au milieu d'une place assiégée. Le lendemain le marquis d'Agoult, revenant pour exécuter les ordres du roi, fût de nouveau obligé de se retirer, ne pouvant pas obtenir qu'on lui désignât ceux qu'il voulait arrêter. C'est alors que le président en un mouvement de générosité, se leva en disant «Je suis le magistrat que vous venez

chercher à main armée jusque dans le sanctuaire de la loi». Ainsi se rendit d'Espréménil qui fût suivi par Goislart de Montsabert, le premier étant exilé à l'île d'Hyères. Le parlement se retira après trente heures de séance.

C'est dans ces circonstances déplorables que le gouvernement décida la promulgation simultanée dans tout le royaume, de l'édit du 8 Mai 1788.

Le roi parût au milieu du parlement dans un lit de justice qui se tint à Versailles. Accusant les principes des magistrats sur l'enregistrement des lois, il annonça l'intention de mettre un terme à ces prétentions et de rassurer la tranquillité publique ébranlée.

Après quoi le Garde des Sceaux faisant éloge des lits de justice tenus sous chaque règne, développe le plan des lois, au nombre de six, qui allaient être promulguées. Toutes tendaient à l'anéantissement des parlements en les réduisant à une nullité presque complète.

CHAPITRE III

COMMENT FUT ACCUEILLI L'ÉDIT DU 8 MAI 1788

Dans le lit de justice tenu le 8 Mai 1788, il y avait aussi une ordonnance sur l'Administration de la Justice, qui ôtait au Parlement toutes les affaires civiles et criminelles pour les attribuer à de nouveaux corps répandus dans les provinces et auxquels on donnait le titre de Grands'Bailliages. On ne laissait au Parlement que la connaissance des affaires civiles au-dessus de vingt mille francs : quant à la justice criminelle, les seules causes des privilèges, qui se jugeaient en la Grand'Chambre, leur était réservées, causes très rares. On réduisait le Parlement à la Grand'Chambre et à une seule Chambre des Enquêtes.

Dans un troisième Edit, tous les tribunaux d'exception étaient supprimés. La quatrième loi contenait quelques changements dans la procédure criminelle ; la sixième, celle qui nous intéresse, c'était l'Edit par lequel on changeait les formes de la législation.

Un seul corps devait à l'avenir vérifier et enregistrer les lois pour tout le royaume, il accordait

aussi des impôts provisoirement, car le préambule de l'Edit annonçait la convocation des Etats Généraux dans le délai de cinq ou six années. Quant aux emprunts, on attribuait formellement au Roi le droit d'en créer par sa seule volonté et sans les soumettre à aucune vérification.

Cette nouvelle cour, destinée à remplacer tous les Parlements, devait être composée de la Grand' Chambre du Parlement de Paris et d'un seul Magistrat de chacun des autres parlements, des Princes, des Pairs, des grands'officiers de la Couronne. Elle avait droit de remontrance, mais le Roi se réservait de dicter les lois en Lit de Justice comme au Parlement.

Une explosion de protestations éclata contre l'Edit de la Cour Plénière, ainsi que contre les Edits concernant la réforme de la Justice. On s'insurgeait contre cette innovation qui renversait en un jour un régime consacré par l'usage de plusieurs siècles, violant les traités, les capitulations en vertu desquelles les différentes provinces avaient été réunies à la Couronne.

C'est surtout la loi, qui frappait tous les Parlements d'une interdiction indéfini et leur défendait de s'assembler pour délibérer sur aucune affaire publique ou particulière, qu'on attaquait.

Après cela, les Magistrats de la Grand'Chambre reçurent l'ordre de rester à Versailles. Ils firent une première démarche au Roi, dans laquelle ils déclara-

raient qu'il leur était impossible d'accepter aucune des fonctions attribuées par l'Édit. Les Conseillers du Parlement trouvant le Palais occupé par le Régiment des gardes se rassemblèrent chez les doyens des chambres, et écrivirent chacun individuellement au Garde des Sceaux pour protester contre les Edits publiés au Lit de Justice du 8 Mai 1788.

Cette résistance déconcerta les ministres, qui persuadèrent au Roi que c'était là une protestation de forme, qui céderait à une volonté ferme et constante. Le Roi tint le lendemain une première séance de la Cour Plénière, déclarant qu'il persistait dans ses volontés.

Les magistrats remirent au principal ministre de nouvelles protestations avant de reparaitre à la séance ; ils les réitérèrent après, déclarant persister jusqu'au dernier soupir aux déclarations des arrêtés précédemment pris. Le principal ministre les renvoya alors à Paris et attendit des nouvelles des provinces, où les édits avaient été publiés le même jour, dans tous les parlements, cours souveraines, dans des salles investies par des soldats en présence des magistrats réduits au rôle de spectateurs passifs.

Les Edits rencontrèrent partout la même résistance et le même mécontentement. A Grenoble le Parlement ne fut même pas présent, seuls le Premier Président et le Procureur Général, ayant reçu une lettre de cachet pour se trouver au Palais, furent témoins de la transmission sur les registres, exécutée

par le Greffier. Les Cours avaient fait des déclarations semblables à celles du Parlement de Paris, avant et après la séance. Les Magistrats de Rouen signèrent un arrêté par lequel ils s'engageaient, sous la foi de l'honneur et du serment, de ne jamais reconnaître les lois qui venaient d'être enregistrées par la force.

A Rennes l'agitation était si grande que le Comte de Thiers, porteurs des ordres du Roi, retarda de trois jours leur exécution, jusqu'à ce qu'il eût fait entrer plusieurs régiments dans la Ville.

On cachait au Roi ce qui se passait dans ces provinces, en lui montrant seulement les comptes rendus, par les commandants, de l'exécution de leurs ordres. On trouvait de la résistance même de la part des tribunaux, à qui les lois nouvelles accordaient des fonctions plus étendues et une importance plus grande.

Le Châtelet de Paris, où la présentation des lois fut retardée, refusa par un arrêté, de procéder à la lecture, publication et enregistrement des Edits, vu qu'ils n'ont pas été délibérés par le Parlement qui a le droit, reconnu par le Roi même, de faire des remontrances. On protestait contre la violation de la liberté des suffrages violés par l'enlèvement des magistrats, contre les actes d'autorité multipliés à l'égard des différentes cours du royaume.

Cet arrêté fut caché au Roi pendant deux jours. Par toute la France, sauf de rares exceptions, la dis-

tribution de la justice était interrompue, disaient ceux qui soutenaient les Parlements. L'esprit de résistance était passé des corps des magistratures dans tous les ordres de l'Etat.

Le Clergé réuni à Paris adressait au Roi des remontrances sur les édits ; la noblesse de Province (Bretagne, Provence) dénonçait au Roi ses ministres qui, en cherchant à renverser par la violence les lois les plus sacrées de l'Etat, compromettaient son autorité ; ils dénonçaient les ministres d'avoir formé le projet de dépouiller le parlement du droit d'enregistrement, pour écarter l'obstacle qui résiste à leur volonté, sous le faux prétexte du bien public, de l'intérêt des justiciables.

Les partisans des parlements disaient que « l'opinion publique a flétri d'avance quiconque accepterait des places dans cette Cour Plénière ; elle ne se formera pas, le projet ne s'exécutera point ». Des troubles avaient éclaté à Rennes entre les nobles et le peuple d'une part, et les troupes du Roi de l'autre, des scènes sanglantes ont eu lieu dans le Dauphiné, à Pau. Au milieu de ces agitations, les ministres combattaient avec d'autant plus d'opiniâtreté que ce n'étaient plus seulement leur ouvrage qu'ils défendaient, mais leur place. Ils exilaient les membres des parlements, on faisait marcher des troupes contre chaque province insurgée.

Cette dernière ressource de l'autorité était douteuse, car les militaires, comme les autres citoyens,

désapprouvaient intérieurement la conduite du gouvernement, et dans les émeutes qu'ils étaient chargés de réprimer, ils étaient portés aux ménagements.

Le Roi timide et irrésolu avait cédé aux sollicitations de ses ministres, car ils lui avaient garanti le succès, mais la résistance générale désavouait ces promesses. Aussi, lui cachèrent-ils autant que possible les événements en les lui présentant sous des couleurs trompeuses. Ils ne cessaient de lui répéter que l'autorité royale était perdue s'il rétrogradait.

Cependant dans le pays la résistance grandissait. On ne demandait plus seulement la révocation des lois, mais on réclamait le renvoi, la punition de ceux qui avaient mal conseillé le Roi, en lui persuadant que la stabilité de son trône dépendait du succès des entreprises tendant à anéantir les droits de la nation ; « ils font dire que ces Edits étaient désirés, quand c'est les armes à la main qu'on ose les annoncer au peuple ».

Douze députés, représentant les gentilshommes bretons, furent envoyés pour porter un mémoire et tenter tous les moyens de le remettre au Roi lui-même. Arrivés à Paris, ils furent arrêtés et enfermés à la Bastille. Cette violence accrut encore l'indignation publique et un nouveau mémoire fut dressé et quarante-huit députés des trois ordres furent chargés de le porter au Roi.

Dans de telles circonstances, le Gouvernement se rendit compte de la gravité du moment ; les exils,

l'emploi de la force, pour renverser des lois et des usages identifiés avec la monarchie par l'habitude de plusieurs siècles, les violences par lesquelles on avait tenté de soutenir ces projets détestés, avaient provoqué la résistance de tous les ordres de l'Etat.

La France mise en insurrection demandait une garantie contre le retour des désordres. La convocation des Etats Généraux devenait inévitable. La cour devait les craindre, non seulement à cause des entraves qu'ils pouvaient mettre à l'autorité absolue, mais parce que des esprits échauffés peuvent être facilement entraînés dans les factions et précipiter l'Etat dans un abîme de malheur. Les Magistrats disaient que si on avait parlé le langage de la raison, eux et l'armée, ces défenseurs-nés du trône, l'auraient défendu de tout leur dévouement et auraient pu pulvériser les ennemis intérieurs.

Mais la Cour fut loin de savoir apprécier ces ressources et ainsi on risqua le sort du Roi et de la monarchie. On accusait le parti de d'Orléans de s'être servi de Lamoignon pour obtenir par la discorde ce qu'il n'avait pu conquérir par la force. Diviser pour régner c'était une tactique qui s'imposait. On persuada la Cour que son salut était dans l'anéantissement de la Magistrature, de la Noblesse, du Clergé, qui avaient résisté, et on fit appel au Tiers-Etat pour se charger de ce soin.

L'union avait régné entre tous les ordres des citoyens, on résolut de leur supposer des intérêts con-

traires, on excita à la jalousie, à l'ambition, on lui rappela son nombre, sa force. Le gouvernement égaré courut à sa perte, entraînant celle de la monarchie. Un système s'élevait depuis quelque temps, celui de la double représentation du Tiers-Etat et de l'opinion par tête.

Un arrêt du Conseil du 15 Juillet 1788 annonçait les Etats-Généraux pour le mois de Mai 1789, et invitait aussi tous les citoyens à présenter tous les systèmes, tous les doutes, toutes les prétentions qu'ils pourraient avoir. Les Etats des Provinces furent aussi admis à se réunir. On excitait le Tiers-Etat contre le Clergé et la Noblesse. A la suite des protestations qui arrivèrent de toutes parts, un arrêt du Conseil du 8 août 1788 abandonne la Cour Plénière, mais le gouvernement annonce sa volonté d'anéantir les parlements par la création des Grands Bailliages.

On commettait la faute, disait-on dans les libelles publiés contre le Lit de justice du 8 Mai 1788, d'anéantir les corps et les ordres qui formaient dans la monarchie le pouvoir intermédiaire ; telle a été de tous les temps la politique de ceux qui voulaient établir leur pouvoir sur les ruines de la constitution de leur pays.

Les académies, leurs membres en particulier, les savants, enfin tous les Français, étaient sollicités d'émettre leurs idées et de présenter au gouvernement des mémoires, qu'il promettait d'accueillir. C'était là le moyen certain de jeter la France dans

la confusion et la discorde. Les États généraux n'avaient jamais eu ni régularité ni uniformité parfaites. Chaque ordre de citoyens, chaque province, chaque ville, pouvait trouver le motif ou le prétexte de prétentions les plus opposées. C'était là favoriser des rivalités, des dissentiments. Le gouvernement se laissa convaincre de convoquer les États de provinces qui réclamaient la convocation ; il en offrit même à celles qui n'en demandaient pas.

Pendant ce temps, les ressources avaient été usées, une grêle affreuse venait de ravager les campagnes à vingt lieues autour de la capitale ; le public avait été sollicité pour secourir les cultivateurs ruinés ; un emprunt de un million deux cent mille livres, sous forme de loterie, avait été ouvert à cet effet.

Par un arrêt du Conseil du 16 Août 1788, on fut obligé de remettre à un an les remboursements et paiements des capitaux dus par le Roi. Pour l'acquittement des rentes et de toutes les dépenses à la charge du Trésor royal, à l'exception de la solde des troupes, on devait employer des billets dont le remboursement n'était indiqué par aucun terme, dans la proportion de trois huitièmes ou deux cinquièmes. L'émission de ces billets était un véritable emprunt forcé, car ils ne devaient pas entrer en circulation. Plus que cela, tout paiement fut suspendu pendant six semaines. La consternation fut immense, la Caisse d'Escompte qui avait en circulation des bil-

lets reçus volontairement dans le commerce ne put accepter l'échange qu'en donnant, au lieu d'argent, des lettres de change.

Tout cela démontrait une pénurie extrême. Loménie crut pouvoir écarter le danger en appelant Necker, qui accepta l'offre à condition que tout ce qui pouvait avoir quelque rapport avec les finances, fut confié à ses soins. En outre, il demanda la retraite de Loménie, ce qui lui fut accordé. La venue de Necker fut acceptée avec une immense joie par le public. On disgrâcia aussi Lamoignon, non sans lui avoir accordé, d'ailleurs comme à Loménie, des récompenses.

Les exilés furent rappelés, le Parlement allait rentrer, on espérait que le souvenir des orages passés allait être effacé et qu'une harmonie solide allait s'établir. Malheureusement des troubles éclatèrent autour du Palais entre la population et le régiment des Gardes, et le parlement, pour ne pas s'alliéner la sympathie du peuple, dans sa première délibération, donna un vote de blâme aux officiers de police et aux chefs de la force armée.

Mais le parlement s'attira une haine implacable de la part de la foule, quand il soutint, dans un arrêt, que les Etats Généraux devaient avoir comme modèle ceux de 1614. Ainsi allaient se précipiter les événements qui devaient aboutir à la révolution.

CHAPITRE IV

APERÇU GÉNÉRAL DES QUELQUES ÉCRITS, CONTRE L'EDIT DU 8 MAI 1788

Dans les livres, libelles, publiés contre le lit de justice de 1788, dominait l'idée qu'une cour plénière destinée à l'enregistrement de toutes les lois générales et au jugement des forfaitures des cours souveraines, n'était pas moins contraire à la constitution qu'à la liberté. L'idée de l'Edit, que les lois communes à tout le royaume soient enregistrées dans une cour qui soit aussi commune à tout le royaume, est démentie par l'expérience de plusieurs siècles et par les droits et les intérêts des provinces.

1) *Principes et autorités contre l'Edit de la Cour Plénière :*

C'est la résistance des parlements qui a donné naissance à cette loi. On ne peut pas priver du droit de l'enregistrement des corps qui en jouissent depuis leur institution et on ne peut pas les remplacer par une Cour unique et distincte de la vraie Cour du Roi que le parlement n'a jamais cessé d'être. On

charge cette Cour Plénière de faire le procès au parlement pour cause de forfaiture. On soutient que deux sortes d'assemblées font partie de la constitution française, les assemblées momentanées des représentants de la nation pour délibérer sur les besoins publics et pour offrir au Roi des doléances, et les assemblées permanentes composées de personnes préposées pour vérifier et publier les lois.

Les assemblées momentanées, dont il est question ici, ne sont que les États Généraux, tels qu'ils ont été convoqués pour la première fois par Philippe Le Bel, car ce sont les seules assemblées qui aient offert au Roi des doléances. Mais la constitution française présente des Placita, qui dès la première race étaient tenus de temps à autre par les Rois, non pour y entendre des doléances, mais pour y délibérer, d'abord avec tous les Francs, ensuite avec les principaux de la nation, sur toutes les matières publiques. C'est dans de semblables assemblées, non permanentes, que furent délibérées les lois, Salique, Allemande et Bavaroise au cours du vi^e siècle, sous les fils de Clovis, Clotaire et Childeberr.

Pareillement, sous la seconde race, la même loi salique fut corrigée par des capitulaires. Sous Charlemagne il y avait deux assemblées, le Placitè général de la Cour du Roi, moins nombreuse, l'autre composée de toute la Nation, les Leudes ecclésiastiques et laïcs, c'était la curia solemnîs. Cette assem-

blée générale des grands du royaume, des féaux du Roi, constituait le corps politique de l'Etat.

Les capitulaires font foi que c'est là que toutes les grandes affaires étaient décidées. Les assemblées permanentes, composées de personnes préposées par le roi pour la publication des lois, sont d'une institution très moderne et loin donc de faire partie de la constitution française. C'est par l'effet de la création des fiefs que la composition des assemblées nationales fut changée. La Cour du Roi et le Placité général n'étaient qu'une et même chose.

Ce fut sous Charles le Chauve que les bénéfices royaux devinrent héréditaires. Hugues Capet fut choisi pour Roi par les grands du royaume, qui eux gardaient leurs prérogatives. La nation était représentée par la cour féodale composée de grands vassaux (les évêques et tous les barons). Cette cour a toujours subsisté, sauf qu'on a diminué le nombre des pairs, savoir douze, dont six ecclésiastiques et six laïcs, et que des clercs ou gens de loi se sont introduits dans cette cour.

Plus tard, cette même cour prend le nom de *Curia regis* qui rendait des jugements contre les vassaux. Ainsi donc la Cour du Roi, sous les premiers huit rois de la troisième race, était composée des grands du royaume, des grands vassaux de la couronne et elle n'était pas permanente. Cette cour du Roi n'est autre chose que le parlement actuel, que la cour des pairs.

On trouve beaucoup de monuments qui justifient l'identité de la cour des pairs avec le parlement, qui est juge des pairs et des appels de leurs tribunaux. Donc cette cour plénière est un corps nouveau. On prétend qu'en 1774 l'intention de rétablir la Cour Plénière, et de lui attribuer le jugement de la forfaiture du parlement, a été annoncée dans une loi enregistrée. Seulement cet enregistrement fut fait dans le Lit de justice qui rétablit la magistrature. Et puis il y a plus, le parlement a protesté contre cet enregistrement.

Il y a une différence entre l'Ordonnance de 1774 et l'Edit du mois de mai de 1788. La Cour Plénière, de 1774, juge des forfaitures des cours souveraines, n'est que la Cour du Roi composée du Roi, des Princes, Pairs, Gens du Conseil. La Cour Plénière de 1788 est autrement composée que celle de 1774 et elle est destinée à des fonctions bien différentes.

Celle de 1788 n'est pas essentiellement présidée par le Roi comme l'était celle de 1774 et elle est permanente. Elle doit procéder seule, exclusivement à toutes les autres cours, à la vérification, enregistrement et publication de toutes les lois en matière d'administration et de législation générale, ainsi qu'à l'enregistrement des impôts jusqu'à l'assemblée des Etats Généraux.

On veut se débarrasser des entraves que les parlements mettent à l'enregistrement des lois, qu'ils trouvent injustes ou mauvaises, et se procurer sans

réclamation tous les impôts qu'on voudra lever, en donnant à la nouvelle Cour le pouvoir de les enregistrer provisoirement, et qui deviendra définitif si les Etats Généraux ne sont pas convoqués. Cette Cour a été imaginée pour remplacer les Parlements dans toutes les matières de droit public et pour favoriser le despotisme.

Contrairement à la loi de 1774, dans l'Edit de 1788 on met à la tête de la Cour Plénière le Chancelier ou le Garde des Sceaux avant les Princes du Sang et les Pairs de France. Dans l'Edit de 1788, les Princes du Sang sont nommés comme faisant partie, avec les pairs, de la Grand'Chambre du parlement de Paris. Si donc, la Grand'Chambre était exclue, comme les enquêtes, les Princes et les Pairs n'auraient plus de place à la Cour Plénière.

Ainsi la Cour des Pairs sera justiciable de la Cour Plénière, d'après l'article XIX de l'Edit. En réalité, elle ne sera que le Conseil du Roi accompagné de ses quatre principaux officiers, de quatre prélats, de huit militaires et de quatre personnes qualifiées, tous donc incapables de connaître d'affaires contentieuses et soumis à toutes les volontés des ministres. Dans l'Ordonnance de 1774 il était dit, qu'en cas de forfaiture de la Cour des Aides, elle serait jugée par le Conseil du Roi en sa présence, dans la Cour des Aides même ; point de pareille sauvegarde dans l'Edit de 1788.

Quant au Conseil, il n'y a rien de plus libre dans le choix de ceux qui le composent. La manière dont se préparent les lois qui sont proposées au Conseil, n'a rien à faire avec l'enregistrement qui, lui, intéresse la Nation. La Cour du Roi n'est pas dans sa main comme son Conseil, cette Cour est un tribunal où il y a des places marquées pour certaines personnes qui y ont un droit certain et imprescriptible, leur rang et leur dignité les y appellent, comme la naissance appelle le Roi au Trône. Le Roi ne peut donc pas détruire cette cour, non plus dénaturer ses fonctions. La Cour du Roi est le seul garant qu'ait la Nation que sa constitution ne sera point violée. Le Roi peut créer tant de Conseils qu'il voudra, mais il ne peut pas changer sa cour parce qu'elle appartient à la Nation.

Le Roi fait entrer avec lui au parlement certaines personnes qui ornent le lit de justice, mais elles ne peuvent venir au parlement sans le Roi, tel est le droit public du royaume. La composition de la Cour Plénière peut être changée dans un an, dans six mois, tout serait réglé suivant le caprice du jour et la constitution serait versatile. Cette cour plénière destinée, en apparence, à rétablir l'ordre et à simplifier la marche de la législation, est combinée, dans le fond, pour enchaîner toutes les volontés et pour rendre le pouvoir pleinement absolu.

Le royaume est composé de tant de peuples divers, il comprend des provinces si éloignées les unes

des autres et si dissemblables dans leurs mœurs, leurs productions, leurs intérêts respectifs, que l'administration la plus sage et la plus vigilante ne peut que faire des fautes en voulant les gouverner toutes, par le même principe, et juger seule de leurs besoins politiques. De là est venue la diversité des lois et des usages, respectée par nos meilleurs Rois. Admettons que la Cour Plénière va procéder de bonne foi à l'examen des lois nouvelles qui lui seront envoyées. On donne par l'article XV de l'Edit, à la Cour Plénière, le droit de remontrances, mais on l'oblige à les présenter dans deux mois sans pouvoir en faire de nouvelles. Et si on passe outre, la nouvelle loi passera sans difficulté. La loi sacrée de l'enregistrement suppose une vérification libre, que rien ne peut suppléer et qu'on n'éludera jamais.

2) *Les Avocats au parlement de Toulouse à Monseigneur le Garde des Sceaux*, envoyèrent les remarques suivantes : On prétend exaucer le vœu de ses peuples. Quel est donc ce bienfait qui provoque tant de mécontentement. Si la justice est bannie par la force de ses Temples ordinaires, il en est un où nous sommes assurés de la trouver, ce Temple auguste est le cœur du Roi, toujours ouvert aux représentations légitimes de ses sujets. Cette cour plénière ne peut pas être à la fois législateur et vérificateur de sa législation. Chaque fois que les Rois ont eu be-

soin des subsides, ils ont assemblé les trois ordres du royaume, d'où les Etats Généraux.

Dans les intervalles, ce sont les parlements qui ont représenté les Etats Généraux. Une loi n'a caractère de loi que si elle est vérifiée et enregistrée par le parlement. Le dépouiller de ce droit c'est détruire la constitution de l'Etat car il y a des droits inviolables qui appartiennent à la Nation.

3) *Remontrances du Conseil provincial d'Artois du 8 Juin 1788 adressées au Roi le même jour* : Le Conseil provincial d'Artois à son tour envoya des remontrances où il est dit : le Conseil d'Artois a été établi en 1530 pour rendre seul la justice au nom du souverain, pour être le conservateur de sa souveraineté, de ses droits, pour que les habitants de la province fussent gouvernés, maintenus en justice, bon ordre et police. Il a reçu avec son existence la souveraineté en matières d'aides et d'impositions, en matière de noblesse, au principal, en matière criminelle.

Ses jugements en matière civile ont été soumis à l'appel au Grand Conseil de Malines. C'est la seule attribution que ce dernier Tribunal ait eu en Artois ; le Conseil de la Province a reçu par son institution l'exercice unique et exclusif de la Justice Royale et en même temps la plénitude de la juridiction en toutes matières pour qu'en aucun cas il ne pût être

soustrait à son inspection vigilante aucune affaire qui intéressât les habitants de l'Artois.

Cette plénitude de juridiction sur tous les objets d'ordre public, de police et d'intérêt privé, exigeait que le tribunal qui les exerçait fût chargé d'examiner les lois, de les vérifier, de les enregistrer. Ce pouvoir, le Conseil d'Artois le tient de la main de nos Rois. C'est cette liberté qui lui a permis les plus grands sacrifices pour le bien général du royaume. C'est cette constitution si sagement combinée, qu'un bouleversement total menace aujourd'hui. Des Ordonnances ont été envoyées au Conseil d'Artois contenant des dispositions qui anéantissent les droits des peuples, qui dénaturent l'institution de leur premier tribunal. Le plus important sans doute des édits, est celui portant établissement de la Cour Plénière.

Nous croyons que la Cour des Pairs n'est autre chose que le consistoire des féaux et barons et le principal conseil de Sa Majesté, c'est elle qui est le parlement par excellence, c'est dans cette auguste Cour que s'est perpétuée de siècle en siècle la Cour Plénière, c'est là que nos Rois faisaient promulguer les lois destinées à devenir communes à tout l'Empire.

Suit la présentation des alarmes sur les dispositions de l'Edit ; des réclamations quant à une innovation destructive des droits, franchise et liberté de la Province d'Artois.

La précieuse liberté de consentir l'impôt serait

perdue. L'enregistrement doit toujours suivre le consentement et non le précéder. Chaque pays d'Etat renferme dans son enceinte un tribunal uni à son existence, dépositaire de ses lois constitutives, imbu des maximes et des règles particulières de son administration, informé de ses délibérations et dont la vérification et l'enregistrement donnent aux impôts consentis une publicité et une force exécutive qui contraignent chaque individu à se conformer aux résultats du vœu général.

Les provinces, quant à la perception des impôts, ne peuvent reconnaître que l'enregistrement d'un tribunal qui leur est propre et particulier. Ce droit, quant à l'Artois, a été reconnu par la réponse du Roi à leur cahier de 1703, invoqué par les mêmes états en 1762 et en 1781. Une disposition de l'Edit de la Cour Plénière établit que tout emprunt pourra être effectué par la seule autorité de Sa Majesté et sans autre enregistrement que celui de la Chambre des Comptes, lorsque les intérêts et le remboursement du capital pourront s'effectuer sur les revenus actuels de l'Etat. C'est là hypothéquer la fortune publique, qui ne peut être aliénée qu'avec le consentement de la Nation et par l'enregistrement des Cours.

Donc, pas d'emprunt sans le consentement de la Nation, sans l'enregistrement des Cours et des Tribunaux des Provinces d'Etat. La publicité des

revenus publics est en contradiction avec la clandestinité des emprunts.

L'Ordonnance sur l'administration de la justice est si contraire à la constitution du Conseil d'Artois, aux droits et privilèges de ses habitants, que l'exécution en sera impossible. L'Objet de l'Ordonnance est d'avoir une justice prompte sur les lieux, tant en matière civile que criminelle et d'instituer en toutes matières deux degrés de juridiction, l'un de première instance, l'autre d'appel. Cette vue paraît être très utile, étant donné que la multiplicité des degrés de juridiction constitue une entrave à la marche de la Justice.

Suivant cette loi nouvelle, certaines affaires déterminées par la valeur des objets litigieux, après avoir reçu en première instance le jugement des Présidiaux, seraient portées dorénavant sur l'appel dans les cours du parlement. Cela est en contradiction avec la plénitude de la juridiction du Conseil d'Artois, qui est une cour souveraine, pour différentes matières, un tribunal domiciliaire naturel et universel des habitants de l'Artois. L'appel est donc inadmissible pour les affaires que le Conseil juge en qualité de Cour souveraine ; quant aux affaires qu'il connaît comme juge royal, les justiciables seraient donc traduits au parlement des Pairs, ce qui est contraire à l'intégrité de jugement promise au Conseil d'Artois par les capitulations et par les lois solennelles.

L'appel des jugements rendus en matière civile par le Conseil d'Artois est porté devant le parlement de Paris, mais c'est là la mesure et la limite de son autorité. Les appellations des sentences rendues par les différents juges inférieurs ne peuvent se porter qu'au Conseil d'Artois. Ce serait laisser naître l'anarchie en matière de police, que de soustraire le jugement au Conseil d'Artois, dont le rôle est de faire des règlements généraux pour la police de province, pour le maintien de l'ordre dans son ressort, suivant ses usages, coutumes et lois particulières.

Il faut donc écarter toute innovation quant à la province d'Artois. L'Edit portant suppression des sièges d'exception entraînerait la destruction de l'élection provinciale d'Artois, tribunal unique dans le royaume, dont la compétence s'étend à tout ce qui concerne la connaissance des impositions, aides ordinaires, fermes des Etats, octrois des villes, ainsi que la connaissance de la Noblesse au principal de l'érection des titres de dignité, conservateur et défenseur de tout titre légitime. L'extinction de ce siège jetterait le trouble dans la Province.

Suit la déclaration que les Gens tenant le Conseil provincial d'Artois expriment l'espoir que les Edits en question seront retirés.

4) Commentaire sur l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant suppression des délibérations et protestations des Cours et autres Corps et Communautés,

faites depuis la publication des lois portées au Lit de Justice du 8 mai 1788.

Les Ministres n'ont ni le droit, ni le pouvoir d'interdire aux Cours d'éclairer le Roi, d'interdire la plainte et la défense à ceux qu'ils oppriment. En ce qui concerne l'idée que les Cours détiennent le pouvoir de distribuer la justice du Roi, elle est fausse ; les officiers de justice tiennent leurs provisions du Roi, mais il ne dépend pas de lui de les leur ôter, sans les faire juger suivant les lois ; comme il n'est pas en son pouvoir de créer de nouveaux officiers, sans observer les formalités nécessaires.

S'ils sont chargés de la vérification des lois, ce n'est pas du Roi que les Cours tiennent leurs pouvoirs, mais de la Nation elle-même : c'est elle seule donc qui peut révoquer leurs pouvoirs. L'Edit de 1302 suppose au Parlement de Languedoc une existence bien antérieure puisqu'il porte expressément : « Quod parlamentum Tolosae tenebitur sicut solebat teneri temporibus retroactis ».

Le rôle de ces protestations est d'éclairer le Roi sur les manœuvres infernales de ses ministres, et le peuple sur ses droits et les moyens qu'il a pour les soutenir. Le Roi a le droit de proposer des lois, mais elles ne sont obligatoires qu'autant qu'elles sont reçues par le peuple. On ne peut pas dépouiller de leur patrimoine ces corps intermédiaires entre le Monarque et le peuple qui constituent l'essence de la monarchie.

On veut remplacer ces corps par des courtisans, des gens vendus aux ministres. On nie ainsi les droits et capitulations des Provinces en ôtant aux deux tiers du royaume, le droit d'avoir une cour séante sur les lieux, pour vérifier et discuter les lois. Toute loi générale du royaume est particulière à chaque province. Le Roi est le suprême magistrat, mais il ne peut pas substituer sa volonté à la loi. Le Roi a intérêt à ne régner que par les lois.

La répartition de l'impôt appartient à la Nation ; or, les Assemblées Provinciales ne sont pas la Nation et les Etats seuls la représentent. L'autorité des Cours émanant de la Nation, elles peuvent contrarier l'autorité du Roi, si elle est contraire à l'intérêt de la Nation. Le peuple a bien le droit d'examiner comment on le gouverne. On trompe le Roi, qui est le plus honnête homme de son royaume ; ce n'est pas lui qui manque aux engagements les plus sacrés, ce n'est pas lui qui a forcé les défenseurs de la patrie à tourner leurs armes contre le peuple qui les salarie pour un autre usage, ce n'est pas lui qui arrête les Magistrats, on lui cache tout.

Ce n'est pas pour obvier aux frais de déplacement, qu'on a créé un seul grand bailliage dans chacun des ressorts de Colmar, de Perpignan, de Douai, de Metz, de Pau, c'est-à-dire dans les villes mêmes où les Cours qu'ils remplacent tenaient leurs séances, qu'on a supprimé les justices des villages ; les plaideurs ne seront pas moins assu-

jettis dans les grands bailliages, aux droits de papier et parchemins timbrés, etc...

Est-ce pour sauver le faible que l'on exige ce recours au Roi, à qui les plaintes ne parviendront jamais ? Ce n'est pas les privilèges mais les déprédations des ministres, qui nécessitent de nouveaux impôts, ainsi que le défaut d'ordre dans les finances et d'économie dans l'administration et la perception ; les insatiables désirs de certains grands auxquels les ministres n'osent rien refuser, ce sont les effroyables dépenses secrètes que présente le compte de 1788.

A quelles opérations de bienfaisance s'est opposé le Parlement de Paris ou de Province ? Si le Parlement de Metz n'a enregistré la prorogation du deuxième vingtième, qu'à la charge que les biens du Clergé de son ressort y seraient imposés, c'est que les impôts soient insuffisants et alors le vide serait supporté par les deux moins riches des ordres. L'impôt ne doit pas frapper le peuple seul.

Si des Parlements ont refusé l'Edit concernant la liberté du commerce des grains, c'est que les droits et les intérêts de leurs provinces s'opposaient à ces changements. Une transcription forcée n'est qu'une insulte dérisoire à la Nation et au bon sens. Ce n'est pas pour leurs intérêts que les Magistrats ont refusé l'Edit du timbre, celui de la subvention territoriale, ce n'est pas pour leur intérêt qu'ils sacri-

fient avec courage leur fortune, leur liberté, leur vie.

La France est moins une Monarchie qu'une Aristocratie de courtisans. La Cour Plénière est composée de membres amovibles dans le fait, par la faculté qu'ont les Ministres d'éloigner avec une lettre de cachet tout homme honnête qui leur résistera. Ce n'est pas un corps avoué par la Nation. Puisque les changements proposés sont si utiles au peuple, pourquoi refuser de le consulter ?

Quand la Nation française a adopté la monarchie héréditaire, c'était pour prévenir les troubles des élections, mais elle n'a pas entendu se soumettre à un gouvernement absolu, dans lequel le Roi seul put faire la loi. Les Parlements ne prétendent pas être les représentants de la Nation, mais ils prétendent être les délégués de la Nation. On conteste aux Cours le droit de vérifier les impôts et on le reconnaît à la Cour Plénière.

Si les Parlements n'avaient d'autorité que celle du Roi, il n'y aurait pas de corps intermédiaire entre le roi et le peuple, ce ne serait pas une monarchie, mais un despotisme.

Les Cours n'ont jamais eu la prétention de faire des lois, mais de les discuter. Les tribunaux inférieurs ne doivent admettre que les lois librement vérifiées par les Cours, ils en ont fait le serment entre

les mains de ces Cours. D'ailleurs, on ne peut pas supprimer du cœur des Français l'amour de la liberté, l'horreur de la servitude et l'attachement invincible à la vraie constitution de la monarchie.

CHAPITRE V

LES ÉCRITS SOUTENANT L'ÉDIT DU 8 MAI 1788

Après avoir passé en revue les arguments contre le Lit de Justice de 1788, tournons-nous du côté de ceux qui soutiennent le projet du gouvernement.

I. — *Question d'un bon Patriote de 1788*

La volonté souveraine doit être une, il ne peut y avoir de gouvernement sans unité. On craint la composition de la Cour Plénière qui sera dans l'absolue dépendance du Roi ; on répète ce que Montesquieu et Rousseau ont déduit contre le despotisme. Les Français ne sont pas faits pour être gouvernés par des Magistrats, la monarchie vaut mieux que l'aristocratie. Les Magistrats du premier ordre, ceux de province, sont mécontents surtout des pouvoirs donnés aux grands bailliages et de la diminution de ceux des Parlements. Au contraire, les Magistrats du second ordre sont contents, leur importance étant augmentée.

Les Edits conservent les privilèges des provinces. Un changement était-il nécessaire ? Le Roi ne

pouvait plus tolérer les démarches des Parlements, laisser altérer le crédit, dispenser la magistrature de payer les vingtièmes, laisser des lois essentielles sans enregistrement, des lois enregistrées sans exécution, donc partout l'autorité sans force, sans action

L'assemblée des notables s'agite ; la destruction des parlements était la suite inévitable de leurs entreprises. Quand dans un Etat il faut remédier à un grand désordre, nul moyen n'est sans inconvénient. Pour juger le parti qui a été préféré il faut le comparer avec ceux qu'on aurait pu prendre. Il faudrait comparer les maux de l'anarchie qui menaçait le Royaume avec les inconvénients actuels, qui sont plus sensibles parce qu'ils existent. Mais sont-ils plus réels ?

On a toujours blâmé la cherté de la Justice, la multiplicité des degrés et des appels, l'éloignement des Juges, l'énormité des frais. Les lois générales doivent être posées sur des règles de justice et d'équité qui sont inaltérables.

2. — *Observations sur la nécessité d'une Cour suprême qui soit formée par le Roi qui soit unique et qui soit toujours auprès de sa Majesté.*

Dans un autre livre traitant de la nécessité d'une cour suprême on argumente : Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans la main du Roi,

ce pouvoir est indivisible et incommunicable, parce que celui-là doit l'exercer seul, à qui seul la Nation l'a confié. Mais il lui est impossible d'examiner seul tous les faits, qui exigeront qu'il use de ce pouvoir et connaître toutes les lois et toutes les règles, d'après lesquelles il faudra qu'il en use.

De là naît le besoin d'établir une cour suprême qui soit son Conseil, qui l'aide et le dirige dans l'exercice de ce pouvoir. Le droit de la former lui appartient essentiellement ; cette Cour doit être unique et toujours auprès de sa personne. Les membres de cette cour doivent avoir sa confiance, cette confiance doit être libre, donc l'Assemblée Nationale ne peut pas se réserver le droit de former cette Cour suprême, autrement l'assemblée, corps législatif, réunirait le pouvoir exécutif.

La Cour suprême doit être unique car, pour que le Roi puisse maintenir l'exécution des lois et faire régner l'ordre dans tout le Royaume, il faut que cette Cour lui indique les moyens de faire exécuter les lois, car si claires que soient les lois et les règles de l'ordre général, la diversité des lumières de ceux qui les appliquent amèneront la nécessité de l'interprétation.

S'il y avait donc plusieurs Cours suprêmes dans diverses parties du Royaume, il n'y aurait plus d'unité dans l'exécution. L'unité est nécessaire dans tout Etat et surtout dans une vaste monarchie. La Cour suprême doit toujours être auprès du Roi, car il n'est

pas un seul jour, un seul instant où un Roi, ne soit dans le cas d'agir et donc d'avoir besoin de conférer avec son Conseil.

Le Roi n'exercera pas un pouvoir arbitraire, car il n'a aucun intérêt à détruire les lois et les règles de l'ordre général, autrement il s'expose au plus grand danger. Au surplus, il n'y a pas d'institution sans inconvénients. Il n'est pas sûr que le corps législatif ne fera jamais de mauvaises lois, soit par erreur, soit en cédant à des impulsions déterminées par des intérêts particuliers.

Quant à l'ordre judiciaire, le Roi n'exercera pas le pouvoir judiciaire, puisqu'il ne prononcera pas sur le fond des contestations, il exercera seulement le pouvoir exécutif suprême en faisant exécuter les lois et les règles de l'ordre général et en anéantissant tous les actes contraires à cette exécution.

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS

Comme nous l'avons vu dans ce qui a précédé, le moment était mal choisi pour introduire la cour plénière. L'explosion des protestations n'a pu qu'empirer une situation déjà très difficile à beaucoup de points de vue. Evidemment que c'est dans les crises financières surtout qu'il faut chercher l'explication à ce conflit continu entre la couronne et les parlements (1). En France, les gouvernements ont toujours été plus ou moins aux prises avec ce mal redoutable et pénible, qui est le mal d'argent. La question d'argent devint une question redoutable à partir de Philippe le Bel. Il fallait instituer des impôts permanents à des hommes qui n'en avaient pas l'habitude. La Guerre de Cent ans allait rendre l'impôt encore plus nécessaire. C'est sous Charles V pendant la captivité de Jean Le Bon, qu'on enregistre une victoire fiscale pour payer sa rançon. A la suite de cet événement, on institue les aides qui représentaient un cinquième sur le prix du sel et un troisième sur

(1) Ce qu'il faut connaître des crises financières de notre histoire, par M. Marion.

la vente des vins et autres boissons. Le terrain gagné par Charles V et perdu par Charles VI est reconquis sous Charles VII. C'est sous lui qu'une administration régulière assurait la perception de l'impôt. On institue une cour des aides. Sous Charles VII et Louis XI, la fiscalité a pu s'établir parce qu'elle était modérée, presque bienfaisante. Mais l'expansion au dehors, les guerres religieuses mirent les finances en déroute. Le domaine fut aliéné, la gabelle, la taille augmentées, on établit le taillon. L'enregistrement fut établi en 1539. On commence à faire appel aux emprunts en 1522, à la vente d'offices, plus ruineuse encore parce que, aux gages à payer, s'ajoutaient des privilèges réduisant le nombre des taillables. Les levées de décimes sur le clergé furent régulières à partir du contrat de Poissy 1561. Nous avons une amélioration sous Henri IV, où Sully, à force d'économie et de travail, remet de l'ordre dans les finances. Le désordre recommence sous Louis XIII. Le Surintendant Fouquet, sous Louis XIV, amasse une immense fortune par des moyens certainement coupables.

Avec Colbert il y a un certain redressement par la compression des dépenses, relèvement des recettes, suppression des abus, une surveillance active. La situation financière s'améliore ainsi rapidement, mais malheureusement ce ne fut pas pour longtemps. Aussi le règne de Louis XIV laisse un dé-

ficit qui, par l'expérience Law, sous Louis XV, augmenta considérablement.

On connaît le reste. Necker disait : « L'égalité proportionnelle dans la répartition de l'impôt, sans qu'il puisse y être dérogé par aucun privilège, aucune exception ni exemption quelconque, est la première de toutes les lois, le plus sûr moyen d'augmenter les revenus publics sans surcharger les peuples, et le seul secret qu'il y ait à chercher en finance. ».

L'agonie de l'ancien régime avait commencé avec l'Assemblée des Notables de 1787. Il succombait sous le poids de ses charges énormes et de son désordre invétéré. Le déficit se montait à 56 millions d'après les évaluations toujours entachées d'optimisme de Necker, qui était de 160 millions d'après le compte rendu de Brienne. La dette écrasait littéralement le budget : 172 millions de rentes perpétuelles ou viagères et en outre les intérêts d'autres effets publics et créances, les remboursements d'emprunts à court terme, les frais de renouvellement des anticipations, portaient au moins à 300 millions, moitié juste du budget, le coût des dettes.

On peut donc dire que la révolution était née d'une crise financière intense. Pour conjurer une crise financière ou faire de bonnes finances il faut comprimer les dépenses, proportionner le train de maison de l'Etat à ses ressources véritables, accroître les recettes non par une fiscalité échevelée, mais

par une fiscalité productive. Il faut soigneusement éviter la faute grossière qui consiste à accablér les citoyens d'impôt dans l'espérance naïve que l'Etat sera d'autant plus riche que les particuliers seront plus pauvres, et que ceux-ci continueront à travailler et à épargner lorsqu'ils sauront que le fisc leur enlèvera le bénéfice. Il faut s'attacher aux impôts indirects qui, aux avantages connus, joignent celui essentiel de n'être compatibles avec aucune immunité fiscale (1). Casimir Périer disait : « la base des finances de tous les états, c'est l'économie, et la source du crédit et de la confiance, c'est la fidélité à remplir ses engagements ». Ces assertions si communes ne le sont pas assez puisque sans cesse on voit une pratique contraire.

Le Gouvernement royal, déjà aux prises avec les pires embarras, entreprit la révolution la plus considérable qu'ait vue la France avant la chute de l'ancien régime, en bouleversant les institutions judiciaires et en arrachant aux parlements leur omnipotence judiciaire et le pouvoir politique qu'ils avaient peu à peu usurpé.

A la malencontreuse séance du 19 novembre 1787, Lamoignon parla de l'autorité royale d'une façon provoquante et intempestive. Au lieu d'éviter de froisser et de mécontenter, il crût bon d'étaler les

(1) Ce qu'il faut connaître des crises financières de notre histoire, par M. Marion.

maximes d'un absolutisme suranné. Au lieu de profiter de cette occasion pour sceller la paix entre le gouvernement et les cours de justice, de cette séance sortit une guerre acharnée où le parlement de Paris eut le concours énergique des cours des provinces.

C'est ainsi que le Gouvernement fut amené, pour lutter contre le parlement, aux Ordonnances et Edits tenus au Lit de justice du 8 mai 1788. Ces Edits et Ordonnances enlevaient aux Cours de justice le pouvoir législatif dont elles avaient tant abusé. Il y avait là réforme la plus hardie et à bien des égards la meilleure que jamais l'ancien régime ait tenté. Diminuer le nombre exagéré des juridictions et rapprocher la justice des justiciables était le but avoué et combien légitime de la première ordonnance relative à l'administration de la justice.

Elle élevait dans les ressorts des différents parlements 47 Présidiaux à la dignité de Grands Bailliages, avec pouvoir de juger en dernier ressort au criminel (sauf les ecclésiastiques, gentilshommes qui étaient déferés aux Parlements) et au civil jusqu'à 20.000 livres. Au-dessous d'eux donc plus de prévotés, chatellenies, qui gardaient l'exercice de la police, rédaction d'inventaires, apposition de scellés, actes de tutelle, mais seulement des présidiaux jugeant en première instance au criminel et au civil en dernier ressort jusqu'à 4.000 livres.

Les présidiaux étaient constitués par : un lieutenant général, un lieutenant criminel, un lieute-

nant particulier civil, un lieutenant particulier criminel, un avocat du Roi, un procureur du Roi, huit conseillers. Dans les Grands Bailliages la même chose, sauf qu'il y avait deux avocats du Roi et vingt conseillers.

Les Grands Bailliages constituaient deux chambres, la première jugeant en dernier ressort, 14 conseillers, la deuxième à charge d'appel, six conseillers. Au-dessus et au-dessous de ces deux catégories de tribunaux, auxquels était réservée la presque totalité de la besogne judiciaire, l'ordonnance laissait subsister les Parlements et les justices seigneuriales. On ne voulait pas aller jusqu'à une rupture complète avec une institution séculaire et entourée d'un grand prestige. On leur laissait les causes criminelles du Clergé et de la Noblesse, les appels des procès civils au-dessus de 20.000 livres, les appels comme d'abus, les affaires concernant la régale, le domaine, la pairie. C'était priver les parlements de leurs prérogative politique et de la presque totalité de leurs attributions judiciaires. Quant aux justices seigneuriales on les réduisait à peu près à néant par la faculté laissée à leurs justiciables, au civil, de passer outre ce premier degré de juridiction, chaque partie étant autorisée à traduire l'autre devant les juges royaux ; quant au criminel il n'avait plus que la police, actes de tutelle. Comme il y avait un formidable encombrement des parlements, seul le

démembrement des ressorts pouvait permettre le désencombrement, ainsi que celui des prisons.

On a critiqué, sans fondements d'ailleurs, qu'au criminel les roturiers relèvent des Grands Bailliages qui n'ont de compétence civile au-dessus de vingt mille livres. Donc on peut avoir droit de vie et de mort, disait-on, et la vie d'un roturier était au-dessous de vingt mille livres. C'est une critique faible, car il était de l'intérêt des roturiers d'être jugés par des gens plus rapprochés de leur état que les pairs. D'ailleurs c'est ce cri qu'on trouve un peu partout à la veille de la révolution.

On tendait à l'unification législative car une chose ne peut pas être jugée juste ici et pas ailleurs.

La raison est une, la justice doit être une, s'appliquant aux hommes qui sont pareils. C'était là un effort louable de la part de Lamoignon. L'ordonnance avait donc de très bonnes choses : rapprochement de la justice, diminution des degrés de juridiction, annihilation des justices seigneuriales.

Un pas considérable était fait vers la séparation de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, dont la confusion avait été une des plaies honteuses de l'ancien régime.

C'est au système de la vénalité des charges et non à l'ordonnance de Mai 1788 qu'il convenait de se s'en prendre de l'invasion de tous les tribunaux par l'ignorance et l'incapacité.

Les parlements protestaient contre l'édit du

8 Mai 1788 à cause de la réduction de leur nombre. Ils en appelaient aux Etats Généraux sans se douter que les Etats applaudiront à cette réduction, qui était justifiée, car la multiplicité d'officiers diminua le nombre des contribuables.

On a soutenu, à raison peut-être, que tous les cinq édits de réforme judiciaire eurent été bien accueillis, s'il n'y avait pas le sixième qui visait la transformation politique du royaume et qui était la Cour Plénière.

Cet édit érige en principe, la nécessité de l'uniformité de législation dans tout le royaume. Ce principe, qui parut alors subversif, n'en devait pas moins triompher un ans après.

Cette Cour Plénière, on le voit, n'avait aucune attribution judiciaire, sauf la connaissance des cas de forfaiture prévus dans l'Ordonnance de Novembre 1774, (où, comme on l'a vu, il a été question du Grand Conseil et qui avait rappelé les parlements à l'existence) ou encourus par contravention au présent édit.

Cet édit accomplissait une révolution, d'une immense portée, révolution bienfaisante à bien des points de vue car il s'agissait de renforcer l'unité nationale par l'unité législative.

On fit accréditer que les autres cinq édits ont été un moyen de faire passer le sixième concernant la Cour Plénière et ainsi on empêcha de voir ce que contenait d'excellent ce vaste ensemble de réformes.

La Cour Plénière, par sa constitution, était un corps essentiellement aristocratique et l'aristocratie était la plus réfractaire à cette révolution qui allait se faire, quant au régime fiscal, à ses dépens. Et puis elle avait cette garantie qui était l'inamovibilité. Il fallait donc convoquer les Etats Généraux, car c'est certain que la Cour Plénière lui aurait été hostile.

Le Gouvernement aurait dû se contenter d'enlever aux parlements leur omnipotence judiciaire seulement et s'en remettre à la nation du soin de leur ôter aussi le pouvoir d'enregistrement.

Des choses possibles en 1771 ne l'étaient plus en 1788.

Lamoignon n'a pas réussi dans son entreprise surtout parce que la pénurie du Trésor était affreuse. Il aurait pû, non pas constituer la Cour Plénière et éviter les Etats Généraux, désormais inévitables, mais établir les Grand'Bailliages et abattre ainsi l'excessif pouvoir des parlements.

La séance de la Cour Plénière eût lieu le lendemain 9 Mai pour la première fois, mais ce fût aussi la dernière.

Parmi la foule des protestations qui accueillirent le projet d'établissement de la Cour Plénière, on posait en substance qu'en principe, un changement ne doit survenir que s'il était indispensable. On peut répliquer que c'était là une réforme indispensable, car la France était morcelée au poin de vue de la jus-

tice, en un grand nombre de provinces, chacune avec ses coutumes, ses privilèges. Il y avait donc un manque d'unité de législation d'où difficulté d'appliquer des mesures d'ordre général. Seulement les parlements ne virent que leurs intérêts immédiats et par leur opposition, continue sappèrent la monarchie.

C'est la révolution qui va s'appliquer, d'une façon un peu précipitée, à cette unification qui sera le souci dominant de tous les régimes qui vont lui succéder.

Dans toute structure sociale il y a des cas exceptionnels d'injustice. On fit accrédi ter auprès du peuple que ces cas d'exception étaient un état permanent, lié indissolublement à la monarchie.

Les constantes reculades de l'autorité royale devant les résistances parlementaires, les perpétuels changements d'hommes et de système, l'évidente faiblesse de Louis XVI, en plus la grande faute d'être parti en guerre sans être assuré des moyens matériels pour la soutenir, tout cela constituait un grand atout du côté de ceux qui s'opposaient à tout effort ayant pour but de renforcer l'autorité royale.

Les écrits polémiques que l'ardeur de la lutte fit éclore en grand nombre, amenèrent une passion très grande pour trancher un conflit délicat où le calme et le raisonnement le plus froid étaient nécessaires.

On a certes exagéré l'étendue de l'émotion pro-

voquée par l'Edit de Justice du 8 Mai 1788, dans tout le pays. Il n'y eut d'émotion violente, et cela se comprend, que dans les parlements. Le reste du pays était calme, même indifférent. La preuve c'est que certains de ces tribunaux, de formation nouvelle, réussirent à fonctionner en dépit des manœuvres, des menaces. La justice n'a pas été donc totalement interrompue pendant cette crise violente, comme on a voulu le prétendre. Au fond les parlements exerçaient eux aussi un lourd despotisme. Entre le parti parlementaire et le parti national, unis tant que dura leur lutte commune contre le ministère, il y avait un fossé qui s'élargissait de plus en plus. Ainsi la plus forte des assises de l'ancien régime disparaît avec lui.

La royauté et la magistrature en cherchant à s'entre-détruire, travaillèrent à leur insu à leur chute définitive. (1)

(1) Marcel Marion. *Le Garde des Sceaux Lamoignon.*

CHAPITRE VII

LA COUR PLÉNIÈRE (INTRODUCTION HISTORIQUE)

A l'origine la Cour Plénière n'était autre chose qu'une Assemblée tenue par un seigneur entouré par ses vassaux. Ainsi les premiers rois capétiens, convoquaient aux grandes fêtes de l'année, des assemblées ou curiae coronatoe, où ils se faisaient imposer la couronne par un archevêque, que l'on peut considérer donc comme une Cour Plénière, mais que les historiens contemporains désignent sous le nom de *solemnis curia*, *curia generalis* ou *curia ingens* et non pas Cour Plénière.

Au ^{xiv}^e siècle les rois apparaissaient dans ces cours plénières couronnés. L'attribution de la cour plénière était multiple, rendre la justice, traiter les affaires politiques, administratives, mais elle donnait lieu aussi à des tournois et réjouissances de toutes sortes comme témoigne Joinville à propos d'une cour tenue par Saint- Louis à Saumur en Anjou où le roi offrit un repas à ces vassaux :

« Or revenons à nostre matière et disons ainsi que après ces choses tint li roys une grant cour à Saumur en Anjo et là fu-je et vous tesmoing que ce

fut la miex arée (ordonnée) que je veisse onques. Car à la table le roy mangeoit emprès li, li cuens (comte) de Poitiers que, il avait fait chevalier nouvel à une Saint-Jehan, et après le conte de Poitiers mangeoit li cuens Jehans de Dreues, que il avoit fait chevalier nouvel aussi ; après le conte de Dreues, mangeoit li cuens de la Marche ; après le conte de la Marche, li bons cuens Pierres de Bretagne. Et devant la table du roy, endroit le conte de Dreues, mangeoit messire li roy de Navarre, en cote et en mantel de samit, bien parez de courroi, de fermail et de chapel d'or, et je tranchoie devant li Li roys tint cele feste es hales de Saumur et disoit l'on que li grans roys Henris d'Angleterre les avoit faites pour ses grans festes tenir ».

On voit donc que le festin était le motif principal des cours plénières. Au quatorzième siècle, on lit dans la chronique de Bertrand Duguesclin : « Et toute sa vaiselle face amener droit là pour ce que cour plénière, ce dit, tenir voudra ». On trouve des cours plénières dès le onzième siècle, chez les seigneurs laïcs et ecclésiastiques, aussi, mais c'étaient des assemblées judiciaires.

C'est ce rôle judiciaire que les rois anglais du onzième et douzième siècles entendent donner aux cours plénières des abbés. Ainsi dans le cartulaire de Vendôme on trouve mentionné un jugement rendu en cour plénière. Hugues de Flavigny rapporte que l'an 1097, dans une cour plénière tenue à la fête

de Saint-Pierre, un certain Aymon, chevalier, restitua à l'église de Flavigny les terres qu'il lui avait enlevées.

La cour du seigneur, qui avait plusieurs hommes de fief, on la désigna sous le nom de pleine cour ; la coutume de Beauquesne, art. 5 porte : « Le seigneur de fief qui a un homme de fief que l'on dit communément de court, ou plusieurs hommes de fief que l'on dit pleine court, il a justice de vicomte ; et s'il n'a qu'un homme de fief il peut emprunter homme pour faire ses jugements ».

Sous Louis XVI, un édit, enregistré, comme nous l'avons vu, au lit de justice du 12 novembre 1774, institua un tribunal suprême appelé Grand Conseil pour juger les magistrats du parlement réfractaires aux volontés du Roi. Le parlement protesta et adressa au Roi des remontrances datées du 30 décembre 1774, où il insistait sur ce point que ce tribunal extraordinaire, composé d'officiers royaux, n'avait rien de commun avec les anciennes cours plénières des rois de France, qui comprenaient tous les vassaux et sujets.

L'Edit ne fut pas exécuté, mais l'édit du 8 mai 1788 porta rétablissement de la cour plénière, transportant du parlement à cette cour, le droit de remontrances et d'enregistrement. Cette cour devait être composée du Chancelier ou du Garde des Sceaux, de la Grand'Chambre du parlement où siégeaient

les princes du sang, les pairs, les deux conseillers d'honneur nés, les six conseillers d'honneur, du grand aumônier et d'un certain nombre d'autres officiers de la maison du Roi, de six conseillers d'Etat, quatre maîtres des requêtes, un président ou conseiller de chacun des parlements de provinces, deux conseillers de la chambre des comptes et deux de la cour des aides.

Le capitaine des gardes du Roi aurait voix délibérative quand il accompagnerait le Roi. Les membres étaient nommés à vie et irrévocables. Le Roi était président et, en son absence, le chancelier. Le parlement adressa au Roi le 8 mai 1788, comme nous l'avons vu, une nouvelle protestation et un arrêt du conseil, en date du 8 août 1788, suspendit l'exécution de l'édit jusqu'à la convocation des Etats Généraux.

CHAPITRE VIII

PIÈCES JUSTIFICATIVES

La Cour plénière : Bibliothèque Nationale Lb 39
552 in-4°.

*Discours du Roi à l'ouverture du lit de justice
tenu à Versailles le 8 mai 1788,*

Il n'est point d'écart auquel mon parlement de Paris ne se soit livré depuis une année. Non content d'élever l'opinion de chacun de ses membres au niveau de ma volonté, il a osé faire entendre qu'un enregistrement auquel il ne pouvait être forcé, étoit nécessaire pour confirmer ce que j'aurois déterminé, même sur la demande de la Nation. Les parlemens de provinces se sont permis les mêmes prétentions, les mêmes entreprises. Il en résulte que des Lois intéressantes et désirées ne sont pas généralement exécutées ; que les meilleures opérations languissent que le crédit s'altère, que la justice est interrompue ou suspendue, qu'enfin la tranquillité publique pourroit être ébranlée.

Je dois à mes Peuples, je me dois à moi-même, je dois à mes Successeurs, d'arrêter de pareils écarts.

J'aurois pû les réprimer, j'aime mieux en prévenir les effets. J'ai été forcé de punir quelques Magistrats, mais les actes de rigueur répugnent à ma bonté, lors même qu'ils sont indispensables.

Je ne veux donc point détruire mes parlemens, mais les ramener à leur devoir et à leur institution. Je veux convertir un moment de crise en une époque salutaire pour mes sujets ; Commencer la réformation de l'Ordre judiciaire par celle des tribunaux qui en doit être la base ; procurer aux justiciables une justice plus prompte et moins dispendieuse ; confier de nouveau à la Nation l'exercice de ses droits légitimes, qui doivent toujours se concilier avec les miens.

Je veux surtout mettre dans toutes les parties de la monarchie, cette unité de vue et cet ensemble, sans lesquels un Grand Royaume est affaibli par le nombre même et l'étendue de ses Provinces. L'ordre que je veux établir n'est pas nouveau ; le parlement étoit unique quand Philippe le Bel le rendit sédentaire à Paris.

Il faut à un grand état un seul Roi, une seule loi, un seul enregistrement. Des tribunaux, d'un ressort peu étendu, chargés de juger le plus grand nombre de procès, des parlemens auxquels les plus importans seront réservés, une cour unique dépositaire des loix communes à tout le Royaume, et chargée de leur enregistrement, enfin des Etats généraux assemblés, non une fois, mais toutes les fois que les

besoins de l'Etat l'exigeront ; telle est la restauration que mon amour pour mes sujets a préparée et consacre aujourd'hui pour leur bonheur. Mon unique but sera toujours de les rendre heureux. Mon Garde des Sceaux va vous faire connoître, plus en détail, mes intentions.

A Versailles.

Suivent :

1^o Discours de M. le Garde des Sceaux, pour annoncer l'ordonnance du Roi sur l'administration de la justice.

2^o Ordonnance du Roi sur l'administration de la justice.

3^o Discours de M. le Garde des Sceaux pour annoncer l'édit du Roi, portant suppression des tribunaux d'exception. Discours de M. le Garde des Sceaux pour annoncer l'édit du Roi, portant réduction d'office dans sa cour de parlement de Paris, avec l'édit du Roi.

*Discours de M. le Garde des Sceaux
pour annoncer l'édit du Roi portant rétablissement
de la cour plénière*

Messieurs, avant même que cette cour fût composée d'un si grand nombre de magistrats, Fran-

çois 1^{er}, Henri II, Henri IV et Louis XIII, avoient senti le danger d'admettre la jeune magistrature aux délibérations de leurs Parlemens, sur les affaires publiques. Ils avoient considéré qu'étant exclue du jugement des causes importantes, elle devoit bien moins encore participer à la discussion de celles qui intéressoient l'Etat où elle auroit dominé par le nombre.

Frappé des mêmes inconvéniens, le Roi exécute aujourd'hui le projet que ses prédécesseurs avoient conçu. Sa Majesté n'admet dans son parlement de Paris que la seule Grand'Chambre, à la cour qu'Elle rétablit pour procéder à la vérification et publication de ses loix générales.

Mais jaloux de rendre cette cour aussi digne, qu'il est possible, de sa confiance et de celle de la Nation, le Roi réunit cette portion éminente de la magistrature, aux Princes de son sang, aux Pairs de son Royaume, aux Grands Officiers de sa couronne, à des prélats, des maréchaux de France et autres personnages qualifiés, des gouverneurs de Province, des chevaliers de ses Ordres, un magistrat de chacun de ses parlemens, des membres choisis dans son conseil, deux magistrats de la Chambre des comptes et deux de la cour des aides de Paris.

C'est dans cette forme que le Roi rétablit aujourd'hui ce tribunal suprême, qui existoit autrefois, et qui, selon les expressions mémorables de Philippe de Valois et de Charles le Sage, étoient « le Consis-

toire des Féaux et des Barons, la Cour du Baronnage et des Pairs, le parlement universel, la justice capitale de la France, la seule image de la majesté souveraine, la source unique de toute la justice du royaume, et le principal conseil des rois ».

Cette résolution, Messieurs, n'est pas nouvelle dans les conseils de Sa Majesté, vous n'avez pas oublié qu'elle vous fut annoncée dans la première de ses loix, au moment où vous fûtes rendus à vos fonctions. Mais il falloit que l'exécution d'un si grand changement fût sollicité par les circonstances. Les circonstances l'exigent en effet.

Ce n'est pas Messieurs, que jusqu'à la convocation des Etats Généraux promise par le Roi, Sa Majesté se propose de rien ajouter aux impôts qui ont déjà reçu leur sanction légale. Et si par malheur, une guerre imprévue ou d'autres nécessités urgentes de l'Etat rendoient indispensables de nouvelles perceptions, ce ne serait que provisoirement et jusqu'à l'assemblée de la Nation, que le Roi demanderoit à la cour plénière d'en vérifier les édits.

Mais il y a d'autres Loix que des loix bursales, des Loix d'une importance reconnue dont la résistance des Parlemens a diversement contrarié l'exécution, et qui exigent qu'une seule et même sanction les mette en activité dans tout le royaume. De l'unité de ce Conseil Suprême, doivent nécessairement résulter Messieurs, des avantages inestimables pour une grande Monarchie.

Déjà les diverses coutumes qui régissent les différentes provinces, et même souvent les différentes villes de chaque province, ont fait un chaos de la Législation Française. Il entre dans les vues législatives de Sa Majesté, de simplifier ces coutumes diverses, et d'en réduire le nombre avec tous les ménagements que méritent, d'anciennes loix, lorsqu'elles sont liées aux mœurs locales.

Mais si, à cette diversité de loix particulières, il falloit ajouter encore dans l'exécution des loix générales de nouvelles différences, causées dans chaque ressort, tantôt par le refus, tantôt par les clauses de l'enregistrement, il n'y auroit plus ni unité dans la législation, ni ensemble dans la Monarchie.

A ces considérations, qui seules auraient rendu indispensable le rétablissement de la cour plénière, se joignent encore, Messieurs, des motifs d'un grand poids. Le Roi sans doute, est loin de supposer que ses parlements puissent jamais oublier tout ce qu'ils doivent d'obéissance et de fidélité à l'Autorité Souveraine. Mais enfin, Messieurs, sous l'empire des loix, toutes les classes de citoyens doivent se reconnoître justiciables d'un tribunal, et les parlements n'auroient eu jusqu'à présent d'autre juge que le Roi seul, dans le cas même de forfaiture.

Ce n'est qu'à la cour plénière que Sa Majesté peut confier cette fonction rigoureuse, dont l'exercice doit éviter à sa bonté l'usage personnel de son Autorité contre les Magistrats qu'Elle s'est vue plu-

sieurs fois dans la nécessité d'employer. Pour rétablir cette cour, le Roi n'a eu besoin d'aucune innovation ; il lui a suffi de remonter au delà de l'érection de ses parlements.

C'est dans les monumens de notre Histoire, que Sa Majesté a trouvé le modèle de cette grande institution. En effet, avant la création des cours dans les provinces, dont la première époque est du quatorzième siècle, il n'existait encore que le parlement de Paris qui enregistrait les loix pour tout le royaume. Ce premier parlement formoit alors la cour plénière dans des occasions importantes ; et cette cour plénière étoit composée, comme le Roi la compose aujourd'hui.

Quant aux parlemens de provinces, dont la création successive et postérieure à cette ancienne forme d'administration, ils doivent être d'autant moins étonnés de perdre le droit d'enregistrement, que nos Rois leur ont interdit la connaissance de plusieurs espèces de causes {attribuées sans réclamation au seul parlement de Paris. Cependant, Messieurs, pour ne point se priver des connoissances locales qui peuvent avertir sa bonté ou éclairer sa justice, le Roi admet à sa Cour Plénière un magistrat de chacun de ses parlemens.

Ainsi quand les provinces de leurs ressorts auront des intérêts particuliers à y discuter, elles y trouveront toujours un fidèle interprète de leurs réclamations et de leurs droits. Pour vous, Messieurs,

vous serez tous appelés successivement, par ordre d'ancienneté à cette Cour Auguste. Vous ne subirez, pour devenir Membres de la Cour Plénière, que les mêmes délais auxquels vous êtes soumis pour siéger à la Grand'Chambre.

Rendus à vos fonctions naturelles vous jouirez désormais paisiblement de la considération que méritent vos services. Vous verrez l'Etat prospérer sous une administration économique, tranquille et modérée ; vous bénirez le Roi qui se montrera entièrement occupé à réparer, de concert avec la Nation, les maux passés et à préparer les biens à venir ; qui loin d'avoir voulu concentrer son autorité dans un seul Corps, pour la rendre arbitraire, ne demandera jamais, soit à la Nation, soit à ce Tribunal patriotique, qu'un zèle sincère, des conseils éclairés, le respect de la justice, l'amour des Peuples, un courageux dévouement au bien public, et qui enfin est aussi décidé à n'abuser jamais de sa puissance, qu'à la maintenir et à la faire respecter.

*Edit du Roi portant rétablissement
de la Cour Plénière*

Louis, par la Grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présens et à venir, Salut. Par notre nouvelle ordonnance, sur l'administration de la justice. Nous avons changé la composition et aug-

menté les pouvoirs de nos tribunaux du second ordre ; mais après avoir ainsi établi, dans toutes les provinces, des juges qui puissent terminer définitivement le plus grand nombre des procès sur lieux ou près des lieux qui les voient naître, la législation générale demande encore que Nous fassions connoître nos intentions sur le dépôt universel de nos loix et sur leur enregistrement.

Les Loix qui intéressent uniquement un ressort ou une partie de notre Royaume, doivent incontestablement être publiées et vérifiées dans les cours supérieures qui sont chargées d'y rendre la justice à nos peuples ; mais si les loix qui doivent être communes à toutes nos provinces continuoient d'être adressées à chacun de nos parlemens, Nous ne saurions nous promettre, dans leur enregistrement, la promptitude et l'uniformité qu'exige leur exécution.

Cet inconvénient devient de jour en jour plus sensible depuis une année. Notre Edit concernant les Assemblées Provinciales désirées par les Notables, éprouve encore, dans quelques-uns de nos parlemens, une résistance que l'utilité de ces Assemblées et le vœu de la Nation ne permettoient pas de présumer. Plusieurs de nos Provinces sont également privées des avantages qui doivent résulter pour elles, de la liberté du commerce des grains et de la conversion de la corvée en une prestation pécuniaire.

La prorogation du second vingtième enregistrée en notre parlement de Paris, déjà adoptée par les

Etats provinciaux et par plusieurs Assemblées provinciales, est aussi rejetée par plusieurs de nos cours. La Loi même qui fixe l'état civil de nos sujets non catholiques, est devenue l'objet des remontrances de deux de nos cours ; et ces remontrances n'ont pu être arrêtées par notre volonté bien connue de n'y point déférer.

Cette résistance peut sans doute être vaincue par notre autorité, et en la déployant dans toute sa force, nous ramènerions nos cours à l'uniformité et à la soumission dont elles n'auroient pas dû s'écarter ; mais ces actes multipliés et continuels de rigueur, quelque nécessaires qu'ils puissent être, répugnent à notre bonté paternelle.

Pendant que Nous sommes obligés d'y avoir recours, l'inquiétude et l'alarme se répandent, le crédit s'altère, les meilleures opérations restent problématiques ou imparfaites, et il Nous devient impossible de suivre dans son universalité le plan d'administration que Nous avons arrêté dans nos Conseils. Ces considérations ont long-tems occupé notre sagesse, elles doivent convaincre nos peuples, comme elles nous ont convaincus nous même, qu'il est nécessaire que les Loix communes à tout le Royaume soient enregistrées dans une Cour qui soit aussi commune à tout le Royaume.

La nécessité de cette Cour unique est devenue encore plus urgente, par la déclaration que Nous ont faite presque tous les parlemens, qu'ils étoient in-

compétens pour procéder à l'enregistrement de l'accroissement ou de l'établissement d'aucun impôt. Quoique les mesures que nous avons prises par nos bonifications et nos économies, Nous donnent toutes espérances de rétablir l'ordre dans nos finances, sans recourir à de nouvelles impositions, il n'est pas possible que dans des circonstances extraordinaires, des besoins pressans ne Nous obligent d'établir des impôts passagers.

La loi de l'enregistrement Nous paroît trop conforme à nos intérêts et à ceux de nos peuples, pour n'être pas invariablement maintenue ; et il est par conséquent indispensable qu'il y ait habituellement dans nos Etats une cour toujours subsistante, pour vérifier immédiatement nos volontés et les transmettre à nos peuples. Malgré tous ces motifs, qui nécessitent l'établissement d'une cour unique, Nous aurions eu de la peine à Nous y déterminer, si cette institution n'eut pas été fondée sur l'ancienne constitution de nos Etats.

Nous avons reconnu que deux sortes d'Assemblées font partie de la constitution française : les Assemblées momentanées des représentans de la Nation, pour délibérer sur les besoins publics et nous offrir des doléances ; et les Assemblées permanentes d'un certain nombre de personnes préposées pour vérifier et publier nos Loix. Déjà Nous avons solennellement annoncé que Nous convoquerons la Nation

avant 1792, et Nous n'hésiterons jamais de l'assembler, toutes les fois que l'intérêt de l'Etat l'exigera.

Les Autres Assemblées n'ont jamais cessé d'avoir lieu dans notre Royaume ; antérieures à nos Parlemens ; elles subsistoient encore au moment où notre parlement de Paris est devenu sédentaire. Insensiblement les Rois, nos Prédecesseurs, ont diminué le ressort de cette Cour Plénière et suprême en créant de nouveaux parlemens par des actes de leur Autorité.

Mais quand ils ont établi ces tribunaux, dont ils ont successivement augmenté les membres, ils n'ont jamais entendu changer la constitution primitive de la Monarchie, qui est restée toujours la même. Nos Parlemens ont donc été plus ou moins multipliés, chacune de ces cours a été composée d'un plus grand ou d'un moindre nombre d'officiers : les formes accidentelles ont varié, mais le principe fondamental n'a subi aucun changement.

Une cour unique étoit originàirement dépositaire des Loix, et, la rétablir, ce n'est pas altérer, c'est faire revivre la constitution de la Monarchie. Le projet de ce rétablissement n'est pas nouveau dans nos Conseils. Lorsque par notre ordonnance du mois de Novembre 1774, nous rappelâmes à leurs fonctions les anciens officiers de nos parlemens, l'expérience du passé Nous avertit qu'il pourroit arriver encore, qu'en s'écartant de l'objet de leur institution, ils prisent des délibérations contraires au bien de notre ser-

vice : en conséquence, pour soumettre le jugement des cas de forfaiture à un Tribunal juridique, Nous en attribuâmes d'avance la connoissance exclusive à notre Cour Plénière, et Nous annonçâmes dès lors, formellement, dans une loi enregistrée, l'intention de la rétablir.

C'est donc pour enregistrer les Loix communes à tout le Royaume, et en cas de contravention des Tribunaux à nos Ordonnances, pour leur donner à eux-mêmes des juges, que nous exécutons aujourd'hui le projet annoncé dès notre avènement au Trône, de rétablir notre Cour Plénière et que Nous réglons les objets et la forme de ces délibérations, ainsi que la tenue et l'ordre de ses séances. Nous révoquons, en conséquence, le droit que nous avons accordé à nos parlemens, de vérifier toutes nos Lettres en forme d'Ordonnances, Edits, Déclarations ou Lettres Patentes, tant en matière de Législation que d'Administration générale ; mais une marque particulière de distinction et de confiance que Nous Nous plaisions à donner à notre parlement de Paris, c'est d'admettre successivement à notre Cour Plénière tous les membres qui le composent, à mesure que par ordre d'ancienneté ils siégeront à la Grand' Chambre, laquelle, en son entier, fera partie de la Cour Plénière.

En même temps Nous y admettrons un Député de chacun des parlemens de notre Royaume, pour y représenter les intérêts ainsi que les privilèges des

provinces de leur ressort. Nous n'avons négligé d'ailleurs aucune précaution pour Nous assurer du zèle éclairé de ce Conseil, que Nous chargeons expressément de Nous faire connoître la vérité.

Dans la vue de composer notre Cour Plénière, de la manière la plus propre à inspirer à nos peuples une confiance universelle, Nous y appelons des membres choisis dans les premiers ordres de l'Etat. Moyennant ce rétablissement légal et perpétuel de notre Cour Plénière, il n'y aura désormais pour tous nos Etats qu'un enregistrement unique et solennel de toutes nos Loix générales ; et ces loix ainsi promulguées par une seule cour, ne seront plus exposées à perdre, tantôt par défaut de vérification, tantôt par des modifications particulières, qui en rendent l'exécution incertaine et variable, le caractère d'universalité et d'uniformité qu'elles doivent avoir dans toute l'étendue de notre Royaume.

Nous avons par le présent Edit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et Nous plaît ce qui suit :

Article I. — Avons rétabli et rétablissons notre Cour Plénière.

Article II. — Composition de la Cour Plénière :

La Cour Plénière sera composée de notre chancelier ou de notre garde des sceaux, de la Grand' Chambre de notre cour de parlement de Paris, dans

laquelle prendrons séance, les Princes de notre Sang, les Pairs de notre royaume, les deux Conseillers d'honneur nés, et les six Conseillers d'honneur sans qu'aucun pourvu de lettres d'honneur puisse y être admis.

La dite cour sera aussi composée de notre Grand Aumônier, Grand Maître de notre maison, Grand Chambellan et Grand Ecuyer, de deux Archevêques et deux Evêques, deux Maréchaux de France, deux Gouverneurs et deux Lieutenants-Généraux de nos Provinces, deux Chevaliers de nos Ordres, quatre autres personnages, qualifiés de notre Royaume, six Conseillers d'Etat, dont un d'église et un d'épée, quatre Maîtres des Requêtes, un Président ou Conseiller de chacun des autres parlemens, deux de la Chambre des comptes, et deux de la Cour des Aides de Paris; le Capitaine de nos Gardes y aura entrée et séance avec voix délibérative, toutes les fois qu'il Nous y accompagnera.

Article III. — Notre Grand Aumônier, Grand Maître de notre Maison, Grand Chambellan et Grand Ecuyer, les Archevêques et Evêques, Chevaliers de France, Gouverneurs et Lieutenans-Généraux de nos Provinces, Chevaliers de nos Ordres et autres Personnages, Conseillers d'Etat, Maîtres des Requêtes, Présidens ou Conseillers des autres parlemens, Chambre des Comptes et Cour des Aides, seront par nous nommés aux places à eux destinées en ladite

Cour Plénière, et auront de nous des provisions, à la dite Cour adressantes pour y être enregistrées.

Voulons que pour cette fois seulement, ceux qui ont prêté serment pour leurs charges, places et offices, y soient reçus sans autre serment et quant à ceux qui n'en auroient prêté aucun, seront tenus à le prêter à leur réception en notre Cour Plénière, en la forme par nous prescrite ; Voulons au surplus qu'à l'avenir tous les membres de la dite Cour soient tenus de s'y faire recevoir en la forme accoutumée, sans néanmoins examen et d'y prêter serment.

Article IV. — Les Membres de la Cour Plénière seront irévocables et à vie.

Article V. — La dite Cour sera présidée par nous, et en notre absence, par notre Chancelier, et à son défaut, par notre Garde des Sceaux, auquel sera expédié des provisions à cet effet, et à leur défaut, par le premier Président et autres Présidens de notre parlement de Paris ; y exerceront nos Avocats et Procureurs Généraux au dit parlement, les fonctions du ministère public.

Article VI. — Le Greffier en chef de notre cour de parlement de Paris, assistera seul à toutes les délibérations de la Cour Plénière, y exercera toutes les fonctions du Greffe, tiendra pour les arrêts et autres actes de cette cour un registre séparé dont il aura seul la garde, et dont toutes les expéditions seront

collationnées et signées de lui seul ; sera néanmoins en cas d'absence ou autre empêchement, suppléé par les Greffiers de la Grand'Chambre.

Article VII. — La dite Cour sera suffisamment garnie et en état de rendre arrêt, encore que plusieurs classes, tout-entières des Membres qui la composeront, n'assistent à la délibération et dans le cas où plus de la moitié des Magistrats admis dans ladite Cour, viendrait à s'absenter, Nous appellerons pour les remplacer des Membres de notre Conseil, pris parmi les Conseillers d'Etat et à leur défaut, parmi les Maîtres des Requêtes, suivant l'ordre de leur réception en notre Conseil, et ce, dans un nombre suffisant pour qu'il y est toujours dans ladite Cour, la moitié au moins du nombre des Magistrats, qui doivent la composer.

Article VIII. — La Cour Plénière tiendra ses séances habituelles à la Grand'Chambre de notre parlement de Paris, et dans les Maisons de notre séjour, lorsque Nous le jugerons convenable ; et lors même que nous ne tiendrons pas en ladite Cour Plénière notre Lit de justice, les places y seront occupées dans le même rang et dans le même ordre qu'en ce genre de séance, excepté que notre Grand Aumônier, les Archevêques et Evêques seront placés à la suite des Pairs Ecclésiastiques, les Personnes qualifiées à la suite des Pairs laïcs, les Présidens ou Conseillers des autres Parlemens, à la suite de la Grand'Chambre du parlement de Paris ; et ceux des Chambres des

Comptes et Cour des Aides, à la suite des Présidens ou Conseillers des autres parlemens.

Voulons aussi qu'en ladite Cour Plénière et dans ses séances ordinaires, les avis soient demandés et donnés à haute voix.

Article IX. — Ladite Cour tiendra tous les ans ses séances, depuis le premier décembre jusqu'au premier avril ; Nous réservant de donner des Lettres Patentes pour la continuation de son service, même de l'assembler extraordinairement, lorsque l'importance des affaires Nous paroîtra l'exiger.

Article X. — Les Assemblées extraordinaires se feront en vertu de nos ordres, qui seront adressés à chacun des membres qui composeront ladite Cour ; contiendront au surplus lesdits ordres le jour où lesdites assemblées devront commencer.

Article XI. — Compétence de la Cour plénière pour l'enregistrement des Loix et des impôts. A compter du jour de la publication et enregistrement du présent Edit, notre Cour plénière procédera seule, exclusivement à toutes nos cours, à la vérification, enregistrement et publication de toutes nos Lettres en forme d'Ordonnances, Edits, Déclarations et Lettres Patentes en matière d'Administration et de Législation générale commune à tout le Royaume.

Article XII. — Voulons néanmoins que dans le

cas de guerre, ou d'autres circonstances extraordinaires, où nous serions obligés, pour satisfaire aux besoins pressans de l'Etat ou aux intérêts et remboursement d'emprunts, d'établir de nouveaux impôts sur tous nos sujets, avant d'assembler les Etats Généraux de notre Royaume, l'enregistrement desdits impôts en notre Cour Plénière, n'ait qu'un effet provisoire, et jusqu'à l'Assemblée desdits Etats que nous convoquerons, pour, sur leurs délibérations, être par nous statué définitivement ; ledit enregistrement, sans préjudice aux droits, privilèges et usages des différents Etats particuliers établis dans quelques unes de nos Provinces.

Article XIII. — Voulons au surplus que tous emprunts, dont les intérêts et le remboursement pourront être affectés et s'acquitter sur nos revenus actuels et par l'effet de leur administration, soient ordonnés et ouverts de notre autorité et enregistrés, seulement dans notre Chambre des comptes pour ce qui concerne la comptabilité.

Article XIV. — Lorsque plusieurs loix par nous adressées à notre dite Cour Plénière, pour y être publiées et enregistrées, seront par elle renvoyées à des Commissaires pour en faire préalablement l'examen, il sera formé autant de bureaux de commissaires qu'ils y aura des Loix, et chacun de ces bureaux sera composé d'un Président de notre parlement, des Princes de notre Sang qui voudront y

assister, et de douze Commissaires pris dans les différentes classes qui forment ladite Cour, savoir : trois parmi les Pairs du Royaume, trois parmi les Grands Officiers de la Couronne, Archevêques et Evêques, Maréchaux de France, Gouverneurs et Lieutenans-Généraux de nos provinces, Chevaliers de nos Ordres, et autres Personnes qualifiées ; deux parmi les Conseillers d'Etat Maîtres des Requêtes et Présidens ou Conseillers des différentes Cours ; et quatre parmi les Membres de la Grand'Chambre du Parlement de Paris ; pourront au surplus notre Chancelier, notre Garde des Sceaux et notre Premier Président, entrer et présider le Bureau qu'ils estimeront convenable.

Article XV. — Pourra notre Cour Plénière nous faire, avant d'enregistrer, toutes Remontrances et représentations qu'elle estimera, à la charge de nous les adresser dans deux mois, à compter du jour où nos Ordonnances, Edits, Déclarations et Lettres patentes lui auront été présentés par nos Avocats et Procureurs Généraux ; et pour que notre détermination sur les dites Remontrances soit prise avec une plus grande connoissance de cause, voulons qu'après la présentation qu'il Nous en aura été faite, quatre des douze Commissaires qui auront formé le Bureau où lesdites Remontrances auront été rédigées, soient appelés en notre Conseil, pour, avec les dits Membres et en notre présence, être faite la lecture et la discussion desdites Remontrances.

Article XVI. — Exécution dans tout le Royaume, de l'enregistrement fait en la Cour plénière.

L'enregistrement fait en la Cour plénière vaudra dans tout notre Royaume, Pays et Terres de notre obéissance : sera tenu notre Procureur général, en ladite Cour, d'envoyer dans huitaine, tant à nos Procureurs Généraux de nos Parlemens et autres Cours, qu'à nos Procureurs ès Présidiaux et Grands-Bailliages de tout notre Royaume, copies collationnées des Edits, Déclarations ou Lettres Patentes qui auront été registrés en notre Cour plénière, et de l'Arrêt d'enregistrement. Les dites Cours et Juges seront tenus d'en ordonner incontinent la transcription et publication, sauf à envoyer ensuite à notre cour plénière les Remontrances ou Représentations qui pourront être arrêtées sur les inconvéniens locaux des différens ressorts ; lesquelles Remontrances ou Représentations nous seront présentées par notre dite Cour plénière, s'il en est ainsi par elle délibéré.

Article XVII. — Compétence des Cours et autres Tribunaux pour l'Enregistrement des Loix et faculté de présenter des Remontrances.

Les lettres en forme de Déclarations et Lettres Patentes, qui n'intéresseront que le ressort ou l'arrondissement d'une Cour ou d'un des Grands-Bailliages, seront enregistrées par nos Cours ou par nos Grands-Bailliages, suivant qu'il nous plaira de leur

adresser directement ces loix, conformément à ce qui est prescrit par notre ordonnance du présent mois sur l'Administration de la justice.

Article XVIII. — Pourront nos Cours, avant de procéder à l'enregistrement des Lettres qui leur seront par nous adressées sur des objets qui n'intéresseront que leurs ressorts, Nous faire telles remontrances et nos Juges adresser à notre Chancelier ou Garde des Sceaux, telles Représentations que lesdites Cours et autres juges estimeront nécessaires.

Article XIX. — Compétence de la Cour Plénière pour juger les forfaitures.

La Cour Plénière ne jugera aucuns procès civils ou criminels, si ce n'est ceux concernant les forfaitures énoncées notamment dans notre Ordonnance du mois de novembre 1774, et celles encourues par les contraventions à notre présent Edit, ou par le défaut de soumission aux Arrêts de ladite cour plénière : connoîtra ladite Cour des dites forfaitures directement et en dernier ressort, contre toutes nos Cours et Juges supérieurs et inférieurs, sans aucune exception, et prononcera sur icelles les peines portées par nos Ordonnances.

Article XX. — Dans le cas où indépendamment de la forfaiture, l'Officier serait accusé de quelque autre délit, il sera renvoyé aux Cours et Juges qui en doivent connoître, pour être jugé sur ledit délit en

la forme ordinaire, même, si besoin est, les Chambres Assemblées ; sauf après le jugement du délit, être ledit accusé juge, s'il y a lieu, en la Cour plénière, pour la forfaiture.

Article XXI. — Ne pourront néanmoins aucuns Membres d'une Cour accusée de forfaiture, encore qu'ils soient Membres de la Cour plénière, et qu'ils ne soient personnellement accusés, assister ni opiner au jugement sur l'accusation portée contre ladite Cour, mais ledit jugement sera rendu par les autres Membres de la Cour Plénière, et les absens seront suppléés ainsi qu'il est porté en l'article VII ci-dessus. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de parlement à Paris, que notre présent Edit, ils aient à faire lire, publier et observer, selon sa forme et teneur ; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre scel.

Donné à Versailles au mois de Mai, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-huit et de notre règne le quatorzième.

signé : Louis

et plus bas, par le Roi, le Baron de Breteuil, visa de Lamoignon.

Le Roi séant en son Lit de justice a ordonné et ordonne que le présent Edit sera enregistré au Greffe

de son Parlement et que sur le répli d'icelui, il soit mis que lecture en a été faite et ledit enregistrement ordonné, ce requérant son Procureur-Général, pour être le contenu en icelui exécuté selon la forme et teneur, et que copies collationnées seront envoyées par son Procureur-Général aux Bailliages et Sénéchaussées du ressort de son dit Parlement, pour y être pareillement lues, publiées et enregistrées ; enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi d'y tenir la main, et d'en certifier la Cour dans le mois.

Fait en Parlement, le Roi tenant son Lit de Justice, au Château de Versailles, le huit Mai mil sept cent quatre vingt huit.

signé : Lebret

A Versailles, de l'Imprimerie de Ph. D. Pierres.
Premier imprimeur ordinaire du Roi.

Discours du Roi

A la fin du Lit de Justice, tenu à Versailles

le 8 Mai 1788

Vous venez d'entendre mes volontés.

Plus elles sont modérées, plus elles seront fermement exécutées ; elles tendent toutes au bonheur

de mes Sujets. Je compte sur le zèle de ceux d'entre vous qui doivent dans le moment composer ma Cour Plénière ; les autres mériteront sans doute par leur conduite, d'y être successivement appelés. Je vais faire nommer les premiers, et leur ordonne de rester à Versailles et aux autres de se retirer.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui fixe au premier Mai prochain la tenue des Etats généraux du Royaume, et suspend, jusqu'à cette époque le rétablissement de la Cour Plénière.

Extrait des Registres du Conseil du Roi, du huit Août mil sept cent quatre vingt huit.

Bibliothèque Nationale Inventaire F. 23.666

Le Roi, en ordonnant, par l'Arrêt de son Conseil, du 5 Juillet dernier, que les résultats prescrits audit Arrêt, lui fussent remis dans les deux premiers mois de l'année 1789, Sa Majesté a voulu se mettre à portée de convoquer les Etats-Généraux de son Royaume, immédiatement après qu'Elle se seroit fait rendre compte desdits résultats, et Elle ne pouvoit choisir une époque plus rapprochée, puisqu'avant et pour cette convocation, il étoit nécessaire d'assembler les Etats- Provinciaux dans les Provinces où ils existent, de les rétablir dans quelques Provinces où ils étoient suspendus, et de déterminer les prélimi-

naires des élections, sur-tout dans les Provinces réunies à la France depuis 1614, enfin, de prendre une saison plus commode que l'hiver pour le transport et la réunion des Députés de toutes les parties du Royaume.

Depuis que cet Arrêt a été rendu, Sa Majesté a pris des éclaircissements, tant sur le lieu que sur le temps, auquel lesdits Etats-Généraux peuvent être assemblés. Elle n'a pas encore déterminé le lieu où ils se tiendront, mais Elle peut annoncer à ses Sujets que leur Assemblée est fixée au premier Mai prochain, et c'est avec satisfaction que Sa Majesté envisage le moment où elle se trouvera environnée des Représentans de la Nation généreuse et fidelle qu'Elle a le bonheur de gouverner.

Assurée de recueillir les heureux effets de leur zèle et de leur amour, Elle jouit d'avance du consolant espoir de voir des jours sereins et tranquilles succéder à des jours d'orage et d'inquiétude, l'ordre rennoître dans toutes les parties, la dette publique être entièrement consolidée ; et la France jouir sans altération du poids et de la considération que lui assurent son étendue, sa population, ses richesses, et le caractère de ses habitans.

Sa Majesté a, en même temps, considérée que les Etats-Généraux devant être assemblés au premier Mai, cinq mois, au plus, s'écouleront entre cette époque et celle à laquelle est fixée l'Assemblée de la Cour

Pléniaire, dont Elle a ordonné le rétablissement : que, pendant ce court espace de temps, et à la veille des Etats-Généraux, aucune Loi commune à tout le Royaume, ne seroit envoyée à cette Cour, qu'ainsi, elle seroit, pendant ces cinq mois, sans exercice et sans fonctions : et comme Sa Majesté est, en même temps, informée que le rétablissement de cette Cour a excité parmi un grand nombre de ses Sujets, des alarmes et des inquiétudes que sa bonté la portera toujours à calmer, lors même qu'elles sont sans fondement, Elle a résolu de suspendre ce rétablissement jusqu'à la tenue des Etats-Généraux, et d'attendre sur l'existence de cette Cour, ainsi que sur sa composition et son pouvoir, les représentations qu'ils pourront lui adresser.

Après avoir ainsi avancé et déterminé l'époque des Etats-Généraux, après avoir suspendu, jusqu'à cette époque, le rétablissement de la Cour plénière, Sa Majesté a la confiance que si avec fermeté et constance, quoique avec les restrictions et modifications nécessaires, et que peuvent exiger les besoins de certains ressorts, et les privilèges de certaines Provinces, Elle continue à poursuivre, comme Elle se le propose, l'exécution de ce qu'Elle a ordonné pour la réforme de la justice dans son Royaume il ne restera aucun doute à ses Sujets qu'Elle ne soit uniquement occupée de leurs intérêts ; c'est à eux qu'il importe que les juges soient rapprochés des justiciables ; que

les degrés des Juridictions et les Tribunaux ne soient pas indiscrètement multipliés ; enfin, que le pauvre ne soit pas dans l'impossibilité d'obtenir justice par l'impossibilité d'y avoir recours.

Aussi, Sa Majesté ne négligera-t-elle rien pour procurer ces avantages à ses Peuples, et fidèle au système, dont l'intérêt public, encore plus que celui de son autorité, ne lui permet pas de s'écarter, Elle ne tolérera pas qu'aucuns Corps particuliers transgressent les bornes qui leur sont prescrites en même temps qu'Elle se plait à remettre la Nation dans l'entier exercice de tous les droits qui lui appartiennent, A quoi voulant pourvoir ; oui le rapport, le Roi étant en son Conseil, a déclaré et déclare que les Etats-Généraux de son Royaume seront assemblés au premier mai prochain, dans le lieu qui sera, à cet effet, déterminé par Sa Majesté.

Ordonne de nouveau, Sa Majesté, que les résultats qu'Elle a demandés par l'Arrêt du cinq juillet dernier, lui soient remis au plus tard, au terme prescrit par le dit Arrêt, pour être, aussitôt après la dite remise, expédiées les Lettres de convocation nécessaires ; et jusqu'à ce que lesdits Etats soient assemblés, Sa Majesté a suspendu et suspend le rétablissement de la Cour plénière, ordonné par l'Edit du mois de mai dernier.

Ordonne aussi Sa Majesté que le présent Arrêt sera imprimé, publié et affiché dans tout le

Royaume. Enjoint au sieur Lieutenant-Général de police de la Ville de Paris, et aux sieurs Intendans et Commissaires départis dans les Provinces d'y tenir la main.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 8 août mil sept cent quatre vingt huit.

Signé : Laurent de Villedeuil.

Vu : *Le Doyen*,
Edgard ALLIX.

Vu : *Le Président*,
PETOT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

1. J. DECLAREUIL. — Histoire générale du droit français.
 2. Marcel MARION. — Ce qu'il faut connaître des crises financières de notre histoire. Paris, 1926.
 3. — Finances d'autrefois.
 4. — Le Garde des Sceaux Lamoignon et la Réforme judiciaire de 1788.
 5. — Histoire financière de France.
 6. — Les Grands Bailliages.
-

1. Registre du Conseil d'Etat du Roi, 1788 — Inventaire F. 23.666.
 2. Archives du Conseil, 1787-1788, Bibliothèque Nationale Lb 39 552 in-4°.
-

1. Principes et autorités contre l'Edit de la Cour Plénière. Bibliothèque Nationale Lb 39 571 in-8°.
2. A Monseigneur Le Garde des Sceaux (7 juillet 1788) (Remontrances des avocats au parlement de Toulouse, au sujet de la cour plénière). Bibliothèque Nationale Lb 39 608.
3. Remontrances du Conseil provincial d'Artois du 8 juin 1788, adressées au Roi le même jour. (Sur l'édit d'établissement de la Cour plénière). Bibliothèque Nationale Lb 39 590.
4. Questions d'un bon patriote 23 mai 1788 (au sujet des édits relatifs à l'établissement de la Cour Plénière) Bibd. Nat. Lb 39 565.

5. Observations sur la nécessité d'une Cour Suprême qui soit formée par le Roi, qui soit unique et qui soit toujours auprès de Sa Majesté. Paris 1790.
Bibl. Nat. Lb 39. 3960 In-4°.
-

1. A comparative display of the different opinions of the most distinguished british writers on the subject of the french revolution. London 1793.
Bibl. Nat. Lb 41 306, 2 vol.
2. Origines des malheurs de la France et note politique. Paris 1797, in-8°. Bibl. Nat. Lb 42 228.
3. Vie civile et politique de Louis XVI par P. J. Moithey. Paris 1814. Bibl. Nat. Lb 39 18.
4. Annales Françaises par G. M. Sallier. Bibl. Nat. Lb 39 14.
5. Procès-Verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi le samedi 12 novembre 1774.
Bibd. Nat. Lb. 39, 130.
6. Recueils des arrêtés, remontrances, protestations, des parlements, cours des aides, etc... au sujet des nouvelles lois proposées au lit de justice du 8 mai 1788.
Bibl. Nat. Lb 39, 553.
7. Commentaires sur l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi portant suppression des délibérations et protestations des cours et autres corps et communautés faites depuis la publications des lois, portées au lit de justice du 8 mai dernier.
1788 Bibl. Nat. Lb 39, 595.
8. Récit de ce qui s'est passé dans les deux tribunaux du bailiage de Bar-sur-Seine, à l'occasion de l'enregistrement des édits, ordonnances et déclarations du 8 mai 1788.
Bibl. Nat. Lb 39, 612.
9. Vœu national français contenant les motifs de réclamations ect... par suite de la suspension des cours et tribunaux de justice.
Bibl. Nat. Lb 39, 598.

10. Lettres flamandes à un ami français sur les différends du monarque de France avec ses parlements.
Bibl. Nat. Lb 39, 577.
 11. Lettre ou mémoire historique sur les troubles populaires de Paris, en août et septembre 1788.
Par M. Charon, Londres, 1788, in-8°.
Bibl. Nat. Lb 39, 648.
 12. Discours sur la constitution française ou réponse à ces deux questions : quels sont en France les caractères essentiels à la souveraineté ? et pour que l'impôt soit légitime par qui doit-il être établi ?
Genève, 1788, In-8°.
Bibl. Nat. Lb 39, 715.
 13. Réflexions impartiales sur la grande question qui partage les esprits, concernant les droits du roi et de la nation assemblée en Etats Généraux.
Bibl. Nat. Lb. 39, 818.
-

LIBELLES

1. La Cour plénière, héroï-tragi-comédie en trois actes et en en prose, par M. l'Abbé de Vermond 1788.
Bibl. Nat. Lb 39, 613.
 2. Dénonciation au public à l'occasion de quelques écrits anonymes, particulièrement d'une comédie ayant pour titre « la Cour Plénière » 1788.
Bibl. Nat. Lb 39, 688.
 3. Réflexions d'un chartreux qui croit avoir deviné un des motifs de l'enregistrement du parlement.
Bibl. Nat. Lb 39, 652.
 4. Lettre à un chartreux qui croit avoir...
Bibl. Nat. Lb 39, 653.
 5. Je m'en rapporte à tout le monde, ou réflexions impartiales sur les affaires actuelles. Londres 1788.
Bibl. Nat. Lb 39, 578.
-

TABLE DES MATIERES

AVANT- PROPOS	5
INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — Le Changement fréquent des ministres	13
CHAPITRE II. — Les circonstances qui donnèrent nais- sance à la Cour Plénière	29
CHAPITRE III. — Comment fut accueilli l'Edit du 8 mai 1788	39
CHAPITRE IV. — Aperçu général de quelques écrits con- tre l'Edit du 8 mai 1788	49
CHAPITRE V. — Les écrits soutenant l'Edit du 8 mai 1788	67
CHAPITRE VI. — Conclusions	71
CHAPITRE VII. — Introduction historique	83
CHAPITRE VIII. — Pièces justificatives	87
<i>Discours du Roi</i>	87
<i>Discours de M. le Garde des Sceaux</i>	89
<i>L'Edit de la Cour Plénière</i>	94
<i>Discours du Roi à la fin du Lit de justice</i>	110
<i>Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui suspend la Cour Plénière</i>	111
BIBLIOGRAPHIE	117

